



Martha LEE

L'INÉVITABLE CONFLIT ENTRE ISLAMISME ET PROGRESSISME AUX ÉTATS-UNIS

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

fondapol.org

Novembre 2024

FONDATION_{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

L'INÉVITABLE CONFLIT ENTRE ISLAMISME ET PROGRESSISME AUX ÉTATS-UNIS

Martha LEE

FONDATION^{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION : UNE FRACTURE DE PLUS EN PLUS ÉVIDENTE ENTRE LES MUSULMANS AMÉRICAINS	9
I. L'ISLAMISME ET (LA LIMITE DE) SES DÉFINITIONS	11
II. MÉTHODOLOGIE	13
III. LE CONTEXTE	14
1. Quels sont les principaux acteurs à l'origine de ces disputes ?	15
2. L'affinité entre le Parti démocrate et les musulmans	18
IV. LA « MASLAHA » : UNE ALLIANCE BAROQUE DES MUSULMANS ET DES PROGRESSISTES	19
1. Le soutien des musulmans aux droits LGBT	19
2. L'activisme propalestinien et les suites de l'attentat du Hamas du 7 octobre	21
3. Musulmans élus : les conséquences de la représentation politique en Occident	23
V. LA RÉPONSE DES MUSULMANS CONSERVATEURS	26
1. L'échec de la stratégie de « maslaha »	26
2. Musulmans américains : vers un rejet du Parti démocrate aux États-Unis ?	29
3. Wokisme et islamophobie : l'islam menacé de l'intérieur par la tendance identitaire	34
VI. PERSPECTIVES	42

RÉSUMÉ

Dans le contexte tumultueux et incertain de l'après 11-septembre, les musulmans américains se sont rapprochés du Parti démocrate, dans le but de se protéger des politiques antimusulmanes du Parti républicain qui ont marqué la communauté dans les années 2000. Depuis, il semblait aller de soi que des organisations islamistes ainsi que des figures connues de la communauté musulmane appellent à voter pour les Démocrates et invitent des élus du parti à s'exprimer dans les mosquées. L'âge d'or de cette alliance est révolu : des islamistes et des musulmans conservateurs, inquiets de voir la jeune génération confondre islam et progressisme, ont fait voler en éclats ce consensus, ce dont témoigne l'évolution du vote musulman lors de l'élection présidentielle de 2024.

Pour les courants conservateurs et islamistes, la situation actuelle n'est rien de moins qu'un combat pour sauver la foi des jeunes musulmans américains qui, aveuglés par leur engagement politique, s'éloigneraient des piliers de leur religion sans même s'en rendre compte. Si le conflit entre les interprétations plus conservatrices de l'islam et les idéaux progressistes n'est pas propre aux États-Unis, le premier amendement favorise l'expression de ces débats, à la vue de tous, en particulier sur les réseaux sociaux.



Poète dans le jardin, peinture sur l'huile d'Ali de Golconda, 1610-1615.

L'INÉVITABLE CONFLIT ENTRE ISLAMISME ET PROGRESSISME AUX ÉTATS-UNIS

Martha LEE

Spécialiste des mouvements islamistes occidentaux. Elle vit aux États-Unis.

Imam Yasir Qadhi – « *Mais jusqu'où pensez-vous qu'il soit réaliste d'aller avant que cela ne se retourne contre nous et n'aboutisse à un suicide existentiel pour notre communauté ? Allons-nous commencer à faire campagne et du lobbying pour interdire légalement la zinā (fornication) et le khamr (alcool) ici¹ ?* »

Professeur Abdullah bin Hamid Ali – « *Shaykh, je pense que la position actuelle est celle qui aboutira à un suicide existentiel. Quel sera l'avenir de l'islam si nos enfants n'ont aucune clarté morale et sont désorientés en matière de sexe et de genre ? Pourquoi ne pouvons-nous pas faire du lobbying contre le zinā et le khamr² ?* »

INTRODUCTION : UNE FRACTURE DE PLUS EN PLUS ÉVIDENTE ENTRE LES MUSULMANS AMÉRICAINS

Comme l'illustre l'échange ci-dessus, les musulmans américains sont divisés entre ceux qui estiment que la priorité absolue doit être de préserver la religion menacée – la jeune génération est de plus en plus influencée par les sociétés occidentales dans lesquelles elle vit –, et ceux qui sont réticents à adopter une approche aussi agressive, de peur de s'aliéner certains de leurs adeptes et d'attirer l'attention sur la communauté musulmane.

1. Yasir Qadhi, X, 23 juin 2022 [en ligne].

2. Abdullah bin Hamid Ali, X, 23 juin 2022 [en ligne].

Certains imams occidentaux et de nombreux militants musulmans, qui ne sont pas assimilables à des islamistes, se sont de plus en plus alignés sur les idées de gauche sur un certain nombre de questions, en particulier sur les droits LGBT, ce qui a amené certains observateurs à juger cette alliance incongrue et à l'estimer aussi fructueuse pour les islamistes que dangereuse pour les sociétés libérales occidentales. En effet, cette alliance est régulièrement décrite comme permettant aux islamistes de s'infiltrer dans la politique sous la bannière de la gauche et d'accéder au pouvoir, tout en ayant encore la ferme intention de promouvoir les idéaux et objectifs classiques des islamistes. Mais cette analyse ne prend pas en compte les dénonciations et les condamnations d'autres islamistes, convaincus que cette alliance – si on peut encore l'appeler ainsi – non seulement affaiblit les idées islamistes et leur transmission, mais conduit aussi les jeunes musulmans tout droit à l'apostasie sans même que ces derniers ne s'en rendent compte.

Ces dernières années, la diversité des interprétations, des mouvements et des sectes de l'islam a fait l'objet d'une attention accrue. Parallèlement, l'islamisme continue d'être présenté comme un mouvement unifié, qui ne serait divisé que par de légers désaccords stratégiques plutôt que par des convictions radicalement différentes. Mais cela ne reflète pas la réalité de l'islamisme en Occident, où les islamistes sont à l'évidence très divisés entre eux. Ces dernières années, les différends les plus notables sont ceux opposant les islamistes convaincus que la représentation politique musulmane s'est avérée dangereuse et que les alliances avec la gauche diluent inévitablement l'islam afin de le rendre plus acceptable pour les sensibilités progressistes, à ceux qui évitent d'exprimer ce que leurs adversaires considéreraient comme des interprétations authentiquement islamiques sur des sujets controversés tels que l'homosexualité et l'avortement. Les premiers accusent les seconds d'avoir imprudemment conduit une génération de musulmans à penser que ce qui devrait, à leurs yeux, être manifestement « haram » (interdit) est en fait compatible avec l'islam.

Les islamistes nés aux États-Unis, avec leur anglais impeccable et leur connaissance approfondie des sociétés occidentales qu'ils dénoncent, semblent être bien placés pour influencer les musulmans sur les questions contemporaines, et il ne fait aucun doute que de nombreux musulmans américains attendent d'eux qu'ils le fassent. Pendant des décennies, l'islamisme occidental a été considéré comme influencé par l'islamisme plus « authentique » des pays musulmans et dépendant de celui-ci, mais la situation semble s'être inversée. C'est peut-être depuis les pays occidentaux que les islamistes contemporains sont les plus à même de développer leur idéologie, même si leur influence dépend davantage de la pertinence des idées développées que d'une masse d'adhérents occidentaux.

I. L'ISLAMISME ET (LA LIMITE DE) SES DÉFINITIONS

Il n'existe pas de définition universellement reconnue de l'islamisme. Le terme fait généralement référence à des individus ou organisations inspirés par les idées de Hassan Al-Banna, Abul Ala Mawdudi, ou Sayyid Qutb. Il est associé au désir d'établir un califat sous l'égide duquel vivrait tout musulman maintenu sous le joug de la loi islamique telle qu'elle serait interprétée par les juristes partisans de ce projet. Le mot conserve une utilité indéniable, celle de distinguer l'islam en tant que religion de l'islamisme qui serait une idéologie politique. Mais à force d'être employé sans être défini, le mot risque de donner la fausse impression que les musulmans regroupés sous cette étiquette forment un mouvement uni alors que l'islamisme comprend des courants qui s'opposent entre eux. Rendant la situation plus obscure encore, il est courant que des militants de gauche qui se trouvent être musulmans, et dont les idées ne diffèrent en rien de celles promues par leurs compagnons non musulmans, soient qualifiés d'islamistes. Des années se sont écoulées depuis l'élaboration idéologique des trois penseurs de la mouvance islamiste : l'islamisme d'aujourd'hui n'est pas identique à celui d'hier. L'idéologie des islamistes contemporains en Occident, influencés par différentes traditions et penseurs, est souvent plus subtile que celle de leurs prédécesseurs. Il est possible que le mot « islamisme » devienne de moins en moins pertinent au fur et à mesure que s'éloignent les idées et circonstances auxquelles il se rattache historiquement.

L'islamisme sera ici défini comme une interprétation rigide de l'islam, qui tend à délégitimer toutes les interprétations autres que la sienne et à considérer l'islam presque exclusivement à travers le prisme de la loi islamique qui, selon ses idéologues, devrait être imposée autant que possible. Cette définition peut sembler trop large, mais elle est préférable au fait d'associer systématiquement – et sans preuve – l'islamisme au salafisme ou aux Frères musulmans. Il est vrai que de nombreux islamistes rejettent l'étiquette, mais c'est généralement pour des raisons pragmatiques. Ils affirment en effet que le terme est désormais purement péjoratif et utilisé pour les discréditer en laissant entendre qu'ils sont extrémistes. Il convient donc de préciser que le terme d'islamisme, tel qu'il est utilisé dans cette étude, ne doit pas être confondu avec celui de salafisme-djihadisme, ce dernier n'étant pas pertinent ici.

En ce qui concerne les Frères musulmans (*al-ikhwan al-muslimin*), si de nombreuses organisations islamistes influentes en Occident ont effectivement été fondées par des proches de la confrérie, l'influence idéologique s'est diffusée depuis. Ces organisations se concentrent désormais sur des questions plus politiques, telles que les droits civiques

ou la défense des musulmans contre les discriminations, plutôt que sur la promotion d'objectifs purement islamistes. Leurs employés et représentants ont souvent des opinions, notamment concernant les droits des femmes, qui les placent en porte-à-faux avec les islamistes. Ces organisations seront donc décrites comme étant historiquement associées aux Frères musulmans. Les personnes travaillant au sein de ces organisations ont leurs propres opinions et peuvent souvent ignorer totalement l'histoire idéologique de leur employeur. D'après l'ancien Frère Musulman Kamel Helbawy, la plupart des employés du Secours Islamique (*Islamic Relief*), une association fondée par des Frères Musulmans égyptiens, ne connaissent absolument pas les liens unissant les deux organisations et les nieraient donc en toute sincérité. Il suffit d'observer le profil des jeunes gens engagés par les différentes associations historiquement liées aux Frères Musulmans pour vérifier la remarque de Kamel Helbawy.

Quant au salafisme, il n'existe aucune description qui puisse délimiter clairement un groupe comprenant une pléthore d'individus qui sont si fermement en désaccord les uns avec les autres. Comme une définition doit néanmoins être tentée, on considèrera que les salafistes adoptent des points de vue intransigeants (plus que ceux des Frères musulmans) sur les questions contemporaines, privilégient une lecture littérale des textes religieux, et prétendent perpétuer l'héritage du prophète Mohammed et de ses compagnons. Bien que les salafistes soient souvent confondus avec les madkhalistes (un mouvement associé au savant saoudien Rabi al-Madkhali, critiqué par les islamistes pour sa loyauté jugée excessive envers les dirigeants saoudiens), on ne peut considérer que les deux termes soient synonymes, tout comme on ne peut raisonnablement affirmer que les salafistes qui n'expriment pas une opposition stricte au vote (une position classique dans les années 1990 mais qui semble désormais surannée) ou à la participation politique soient simplement influencés par les idées des Frères musulmans et devraient être subsumés sous ce mouvement. Les lecteurs sont invités à garder à l'esprit que nombre de personnalités décrites dans cette étude, qui s'opposent aux compromis avec les mouvements de gauche, ne sont pas des madkhalistes et que leurs arguments ne doivent pas être réduits au rejet ferme de toute participation politique, position que l'on associe souvent aux salafistes.

II. MÉTHODOLOGIE

Cette étude s'appuie presque exclusivement sur des sources textuelles numériques – messages sur les réseaux sociaux, blogs, articles, sermons et débats en ligne, etc. – représentant des années de développement idéologique de l'islamisme en Occident. Si ces sources ont l'avantage de montrer les réactions spontanées des musulmans, elles présentent également des inconvénients : il arrive souvent que les publications disparaissent : elles peuvent être supprimées par leur auteur ou l'accès au compte de celui-ci peut avoir été restreint, comme cela arrive souvent sur X (anciennement Twitter). Ces événements se succédant très rapidement, cette note ne saurait en offrir une chronologie exhaustive. L'objectif ici est plutôt de refléter les développements idéologiques importants qui ont marqué la communauté musulmane américaine ces dernières années.

On pourrait objecter que certains imams ne sont pas actifs en ligne et que la sous-représentation des données obtenues sur le terrain affaiblit la crédibilité de la présente recherche. Il est vrai, bien sûr, que tous les acteurs religieux ne sont pas actifs en ligne, mais étant donné l'omniprésence des médias numériques, s'appuyer sur les tendances en ligne pour faire des déductions devrait être considéré comme raisonnable et suffisant. En outre, comme nous le verrons plus loin, les musulmans du monde entier suivent l'activité numérique des imams américains ; aucun autre média ne pourrait offrir un tel niveau d'influence à une telle vitesse.

Dans l'Égypte des années 1990, c'est par la distribution de cassettes contenant des sermons enregistrés que les interprétations islamistes se sont répandues. Il aurait alors été logique d'examiner les tendances idéologiques islamistes par le biais de ce média. Aujourd'hui, les interprétations et contre-interprétations islamistes peuvent être trouvées sur X, Facebook, YouTube, etc. Grâce à ce format, il est possible d'observer les diverses réactions et discussions suscitées par les messages islamistes sur les réseaux sociaux. Ce format est donc d'une certaine façon préférable au « travail de terrain » dans la mesure où, pour comprendre les tendances, il faut évaluer leur popularité et leurs répercussions, ce qui serait plus difficile à faire avec des échantillons plus petits pris, comme par exemple, dans une mosquée. Un autre exemple plus récent est celui des développements du Printemps arabe. Un rapport publié par le Pew Research Center conclut que « les réseaux sociaux ont effectivement joué un rôle dans les soulèvements arabes » et souligne que « les réseaux formés en ligne ont joué un rôle crucial dans l'organisation d'un noyau d'activistes, en particulier en Égypte¹ ». Le rapport note également que « la transmission

1. Pew Research Center, "The Role of Social Media in the Arab Uprisings", 28 novembre 2012 [en ligne].

d'informations est un élément important du processus d'information ». Étant donné que les divisions intra-islamistes sont rendues possibles par la transmission rapide d'informations et d'opinions liées à ces divisions, l'importance de la communication via les réseaux sociaux dans ce contexte ne devrait pas être sous-estimée.

Bien que les divisions entre personnalités religieuses ne soient en aucun cas limitées au contexte américain, cette étude se concentre sur les États-Unis, car la communauté musulmane de ce pays, parfois décrite comme « le Hollywood de l'oumma¹ », influence singulièrement les musulmans du monde entier. La communauté musulmane américaine évolue dans un environnement unique, rendu possible par le 1er amendement américain garantissant, entre autres, les libertés d'expression et de culte, et reconnaissant à ces dernières une étendue impensable ailleurs. C'est sous ce parapluie que ces différents individus peuvent donner libre cours à leurs débats en ligne, sans se soucier de conséquences judiciaires qui, dans d'autres pays, pourraient mettre un terme à ces conversations ou, du moins, les encourager à rester dans un cadre plus privé.

III. LE CONTEXTE

La compréhension des divisions nécessite une certaine mise en contexte. Si l'on tente d'esquisser rapidement la situation actuelle, on distingue d'abord la dénonciation d'imams renommés par des détracteurs leur reprochant d'avoir édulcoré ou dilué l'islam pour plaire à la sensibilité contemporaine, en particulier sur la question des droits LGBT et du féminisme. À l'opposé se trouvent des politiciens musulmans que ces détracteurs considèrent comme pleinement alignés avec la gauche et rejetant implicitement l'islam par leurs actions. Ces élus, hommes comme femmes, sont régulièrement invités par des organisations musulmanes influentes à s'exprimer dans des mosquées et lors de conférences très prisées, ce qui ne fait qu'accentuer les désaccords. Les disputes qui en résultent sont diffusées sur les réseaux sociaux, que ce soit par le biais de vidéos ou de posts, et font leur chemin dans les différentes communautés.

1. L'oumma désigne la communauté musulmane globale.

1. Quels sont les principaux acteurs à l'origine de ces disputes ?

L'aspect le plus remarquable des divisions intra-islamistes telles qu'elles se sont développées ces dernières années aux États-Unis est qu'elles tendent à se concentrer sur des questions sociales et politiques plutôt que sur des questions plus strictement islamistes. Bien qu'il y ait eu quelques arguments et débats sur des sujets tels que la nécessité ou non d'un califat, ceux-ci ont tendance à être peu nombreux par rapport à la condamnation par les islamistes des droits LGBT, de l'accès à l'avortement, de l'activisme laïque en faveur de la Palestine et d'autres causes typiques de la gauche. Ismail Royer, un ancien djihadiste qui se consacre désormais à la sauvegarde des libertés religieuses des musulmans aux États-Unis, justifie cette orientation en faisant remarquer que « les LGBT et l'avortement sont le fer de lance de la destruction de l'*iman* (la foi) dans la culture américaine¹ ». Il s'agit également d'une question particulièrement sensible car elle concerne les enfants musulmans. L'imam deobandi² Yasir Nadeem Al-Wajidi affirme que cette nouvelle tolérance pour les droits LGBT « affecte l'*iman* de nos enfants, affecte la vie de nos enfants³ ».

Les observateurs extérieurs de l'évolution de l'islamisme ont coutume d'attribuer les divisions intra-islamistes à un désaccord sur la stratégie, par exemple, en comparant les objectifs à long terme des Frères musulmans, combinés avec leur pragmatisme, avec le point de vue plus intransigeant des salafistes, plutôt qu'à de véritables différences de compréhension et d'idéologie. Bien que la question de la stratégie et du réalisme ne doive pas être entièrement écartée, elle ne fournit pas une explication suffisante de ces divisions. L'influent prédicateur salafiste Daniel Haqiqatjou affirme qu'une « génération entière de musulmans “religieux” en Amérique a été sécularisée par la mafia de la *da'wa*⁴ ». La « mafia de la *da'wa* », comme il la définit, se compose de puissantes organisations musulmanes nationales, de religieux célèbres, d'élus et d'activistes, dont le refus de condamner les défenseurs des droits LGBT a pour conséquence de « répandre l'égarement et la déviance auprès de musulmans qui ne se doutent de rien⁵ ». Aux États-Unis, Daniel Haqiqatjou joue peut-être le rôle le plus important en menant la charge contre la trahison perçue des imams célèbres et des organisations islamistes. Fils de chiites iraniens laïques, Daniel Haqiqatjou s'est converti au sunnisme à l'adolescence avant d'entrer à l'université de Harvard, où il a obtenu une licence en philosophie. Il a ensuite reçu une

1. Islam & Religious Freedom Action Team (@IslamRFI), X, 5 juillet 2022 [en ligne].

2. Courant islamiste d'Asie du Sud ayant donné naissance aux Talibans.

3. Suleyman Ahmed Khan (@Sulkhan760), X, 27 avril 2023 [en ligne].

4. *Da'wa* [l'« appel » ou la « convocation » en arabe] désigne l'invitation des non-musulmans à se convertir à l'islam ainsi que l'invitation des musulmans au respect de la pratique religieuse.

5. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 16 juin 2022 [en ligne].

maîtrise en philosophie à l'université de Tufts. Daniel Haqiqatjou n'est souvent pas pris au sérieux par certains observateurs de l'islamisme et nombre d'activistes musulmans qui le considèrent comme une figure de la « pilule rouge » (*red pill*). Ce terme, inspiré du film *Matrix*, est associé à des individus et mouvements sur la droite de l'échiquier politique, qui se targueraient de voir le monde tel qu'il est réellement, contrairement à ceux qui auraient préféré prendre la pilule bleue et conserver leurs œillères. Selon ces détracteurs, la popularité de Daniel Haqiqatjou s'explique par ses opinions misogynes qui plaisent à beaucoup de ses adeptes, plutôt que sur un appel crédible à la religion. S'il est vrai que Daniel Haqiqatjou se plaît à écrire des posts provocateurs dénonçant la perspective laïque des droits des femmes et qu'il emploie parfois un vocabulaire qui rappelle davantage celui d'un militant masculiniste que celui d'un imam, ce serait une erreur de sous-estimer sa réputation religieuse dans certains cercles. Il se décrit comme salafiste et a pris la parole lors de plusieurs conférences salafistes. Il a été invité en tant qu'intervenant par des organisations étudiantes musulmanes, ainsi que par des mosquées et une institution deobandite réputée. Ses arguments sont pris au sérieux par plusieurs imams connus. Un de ses alliés n'est autre que l'imam Yasir Nadeem Al-Wajidi qui prend régulièrement sa défense. Ce dernier jouit d'une grande influence dans les milieux deobandites. Cette amitié est remarquable étant donné l'antagonisme historique opposant salafites et deobandites et démontre que le contexte américain permet des alliances impensables ailleurs. Par ailleurs, certains des points de vue de Daniel Haqiqatjou sur les femmes (comme leur devoir d'obéissance envers leur mari), que certains considèrent comme inspirés par l'extrême droite, sont exprimés depuis des années par des imams jouissant d'une grande popularité.

Yasir Qadhi et Omar Suleiman, sans doute les imams les plus éminents des États-Unis, sont régulièrement la cible de la colère de Daniel Haqiqatjou parce qu'ils feraient partie de la « mafia de la *da'wa* » et qu'ils refusent de condamner ouvertement les personnalités pro-LGBT. Il faut noter que ces deux personnalités sont très instruites : Yasir Qadhi est titulaire d'une licence en génie chimique, d'une licence et d'une maîtrise de l'université islamique de Médine et d'un doctorat de l'université de Yale ; Omar Suleiman est titulaire de deux licences, l'une en droit islamique et l'autre en comptabilité, ainsi que de deux masters, l'un en finance islamique et l'autre en histoire politique, et d'un doctorat de l'Université islamique internationale de Malaisie. Omar Suleiman a prononcé la prière d'ouverture de la Chambre des représentants des États-Unis en 2019, ce qui donne une idée de la réputation dont il jouit. Les divisions idéologiques telles que celles évoquées dans cette étude sont rarement liées à l'idéologie seule, mais impliquent souvent aussi des liens personnels. En effet, Daniel Haqiqatjou a été proche des célèbres imams contre lesquels il

s'insurge aujourd'hui. Il a étudié avec Yasir Qadhi, et travaillé pour Omar Suleiman. Ces divisions représentent donc un véritable clivage interne, et non pas l'histoire d'un étranger au sérail, dévoré par l'envie, se dressant contre deux personnalités respectables, comme cela a souvent été présenté par les partisans de ces deux imams. Daniel Haqiqatjou se moque des imams comme Yasir Qadhi et Omar Suleiman en les qualifiant d'« imams compatissants ». Ce terme péjoratif fait référence aux imams qui hésitent à exprimer des points de vue tranchés sur la loi islamique par crainte de s'aliéner leur public. Ils sont accusés de se concentrer sur les objectifs généraux (*maqasid*) de la loi islamique plutôt que sur la lettre de la loi, et de tolérer ce qui est légalement inadmissible, ou du moins indésirable, au nom d'un bien ou d'un avantage plus grand – en arabe, *maslaha*. En droit islamique, la *maslaha* permet d'évaluer le bien-fondé de telle ou telle chose en prenant en compte l'intérêt général. Le concept n'est pas nouveau mais des juristes musulmans contemporains s'en sont emparé et le mot est invoqué de part et d'autre de ces disputes.

Si le sens du terme « *maslaha* » est bien plus complexe et nuancé qu'il n'est possible de l'exprimer dans le cadre de ce travail, on peut néanmoins souligner qu'il porte souvent une connotation négative chez ceux qui critiquent les « imams compatissants » : ces derniers s'appuieraient sur la *maslaha* pour justifier leur positionnement politique en invoquant l'intérêt plus général de la communauté musulmane. Comme l'explique Daniel Haqiqatjou, il a longtemps été un admirateur des « imams compatissants » qu'il critique aujourd'hui. Cependant, il « les a vus adopter des positions de plus en plus libérales au détriment de l'islam et les a vus travailler avec des politiciens et des activistes de plus en plus déviants et les soutenir¹ ». Selon lui, il a vu « ces compromis se multiplier » et a tenté en vain de leur faire comprendre leur erreur, jusqu'à ce qu'on lui dise que loin d'être une erreur innocente, ces positions libérales correspondaient à leurs convictions sincères. Que Daniel Haqiqatjou dise ou non la vérité, la réticence de ces imams à être honnêtes sur les opinions qui les mettent en porte-à-faux avec des idéaux progressistes leur a indéniablement permis d'acquérir un niveau d'influence qu'ils n'auraient peut-être pas atteint autrement. Bon nombre de ceux qui ont été pris pour cible par Daniel Haqiqatjou ont rejeté ses méthodes, les jugeant agressives, et ont demandé que les critiques soient exprimées exclusivement par le biais de canaux privés. Toutefois, étant donné la popularité de Daniel Haqiqatjou, il est difficile de ne pas se demander si cette préférence exprimée pour la *naseeha* (conseils) communiquée derrière des portes closes relève réellement de la courtoisie, plutôt que d'une tentative de faire taire le débat.

1. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 26 juin 2022 [en ligne].

Quant aux activistes et politiciens les plus connus, il s'agit notamment de la militante propalestinienne Linda Sarsour, décrite dans le *New York Times* comme une « fille de Brooklyn avec un *Mohammed Hijab*¹ », qui défend ouvertement les droits LGBT ; la députée américaine d'origine palestinienne Rashida Tlaib est dénoncée par les islamistes pour avoir dit que « mon [Dieu] est une femme² » et pour avoir soutenu les droits LGBT ; l'Américaine d'origine somalienne Ilhan Omar, également membre du Congrès, qui a présenté un projet de loi visant à empêcher l'exécution de peines légales islamiques au Brunei, et a assisté et dansé à des défilés de la *Gay Pride*. Le fait que ces trois personnes soient régulièrement, et à tort, qualifiées d'islamistes par les médias de droite, peut être principalement attribué au fait qu'elles ont été invitées comme intervenantes lors d'événements émanant d'organisations historiquement islamistes et à leurs prises de position hostiles à l'existence de l'État d'Israël. Bien que le rejet d'Israël et l'islamisme se rejoignent souvent, ces deux systèmes d'opinion ne sont pas identiques. Linda Sarsour, Rashida Tlaib, et Ilhan Omar ne s'appuient pas sur un langage religieux pour exprimer leur opposition à Israël ; elles n'invoquent pas une quelconque supériorité islamique, comme le font les islamistes, mais plutôt les droits humains des Palestiniens en tant que peuple dit « indigène » à la région.

2. L'affinité entre le Parti démocrate et les musulmans

Pour comprendre ces divisions dans le contexte américain, il faut examiner les activités plus explicitement politiques de la communauté musulmane américaine. Les organisations musulmanes nationales ainsi que les militants musulmans aux États-Unis se sont étroitement et publiquement alignés sur le Parti démocrate, présenté comme la seule solution pour lutter contre l'islamophobie qui serait promue par le Parti Républicain (par exemple, un « Muslim ban » du Président Trump), que ce soit en soutenant les candidats démocrates en annonçant leur apporter les voix de la communauté musulmane ou en se présentant eux-mêmes pour le parti. De nombreux critiques attribuent cet alignement au contexte de l'après 11 septembre, lors duquel l'inquiétude régnait concernant des politiques malavisées affectant les musulmans ordinaires et les Démocrates apparaissaient alors comme des alliés protecteurs. Selon Yasir Qadhi lui-même, « les musulmans ont été largement dépeints comme l'ennemi » après le 11 septembre et « par souci pragmatique de survie politique (et, dans certains cas, littérale), les musulmans ont afflué vers les partis

1. Alan Feuer, "Linda Sarsour Is a Brooklyn Homegirl in a Mohammed Hijab", *The New York Times*, 7 août 2015 [en ligne].

2. Elizabeth Dias, "For Rashida Tlaib, Palestinian Heritage Infuses a Detroit Sense of Community", *The New York Times*, 14 août 2018 [en ligne].

politiques libéraux du Canada et des États-Unis¹ ». Selon Yasir Qadhi, « de nombreux musulmans » qui avaient embrassé la gauche « ont commencé à aborder la politique non pas comme un outil, mais comme une idéologie² ». Les détracteurs de Yasir Qadhi pourraient être surpris de constater que leur propre avis rejoint ses remarques sur ces musulmans qui « se sont alors sentis motivés pour résoudre la dissonance cognitive entre leurs engagements politiques et leurs croyances religieuses, même si cela impliquait de réinterpréter radicalement la foi pour permettre un tel accommodement³ ».

Toutefois, comme le soulignent régulièrement certains musulmans, si la situation s'est considérablement améliorée depuis lors, les musulmans continuent de subir des pressions pour soutenir le Parti démocrate.

IV. LA « MASLAHA » : UNE ALLIANCE BAROQUE ENTRE MUSULMANS ET PROGRESSISTES

1. Le soutien des musulmans aux droits LGBT

L'alliance la plus controversée entre les figures de gauche et certains islamistes aux États-Unis concerne les droits LGBT. Dans les années 2010, certains islamistes ont semblé considérer que pour préserver au mieux leurs libertés religieuses aux États-Unis, il était judicieux de soutenir les droits LGBT dans l'espoir de se trouver des alliés qui leur renverraient l'ascenseur. Cela s'est produit dans un contexte où les musulmans étaient déjà généralement en accord avec la gauche américaine, comme nous le verrons plus loin. Selon ses détracteurs, cette alliance incongrue a été présentée comme une « *maslaha* », quelque chose qui serait dans le meilleur intérêt des musulmans.

L'institut Yaqeen, un important *think tank* fondé par le célèbre imam Omar Suleiman, a publié un article dans lequel l'universitaire Jonathan Brown expliquait que les musulmans devraient soutenir le mariage gay en tant que « voie d'accommodement politique pour garantir des droits réciproques aux musulmans en tant que minorité religieuse⁴ ». Depuis lors, de nombreux islamistes sont convaincus que la collaboration avec des

1. Yasir Qadhi, [aljazeera.com](https://www.aljazeera.com), 19 juin 2023 [en ligne].

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Jonathan Brown and Shadee Elmasry, "LGBTQ and Islam Revisited: The Days of the Donald", Yaqeen Institute, 14 décembre 2017 [en ligne].

organisations de gauche et la mentalité générale illustrée par l'article de Brown sur Yaqeen ont été une terrible erreur, qui hantera la communauté musulmane pour les années à venir. À la suite d'un déluge de critiques, Yaqeen a retiré l'article et l'a remplacé par une déclaration indiquant que Brown « reconnaît désormais que son traitement antérieur du sujet a été rendu obsolète par les arrêts de la Cour suprême qui consacrent et renforcent les interprétations de l'identité sexuelle et de genre dans la loi¹ ».

Ces développements se sont succédé très rapidement. Comme l'ont fait remarquer certains musulmans, l'une des préoccupations en 2016 était l'attrait du pérennialisme² ; qui aurait pu imaginer que, quelques années plus tard, « les politiciens musulmans [danseraient] lors des défilés de la *Gay Pride*³ » ? L'imam populaire Shadee Elmasry s'interrogeait : « En 1998, auriez-vous pu imaginer que des livres, des sites web et de faux arguments de *fiqh*⁴ existeraient pour défendre l'homosexualité dans l'islam ?⁵ »

Siraaj Muhammad, qui dirige la célèbre revue en ligne *Muslim Matters*, est d'avis que « nous avons (à tort) essayé de soutenir le mariage gay en échange d'une contrepartie, et maintenant nous avons des absurdités intersectionnelles woke qui envahissent les écoles de nos enfants⁶ ». Ce point de vue est partagé par Khalil Muhsin, du Lamppost Education Initiative, une organisation à but caritatif qui propose un enseignement islamique aux musulmans anglophones, qui a dénoncé la « politique purement utilitaire que les musulmans malavisés suivent en cherchant une sorte d'échange donnant-donnant⁷ ». Selon Khalil Muhsin, la « position politique grossière et calculée consiste à dire que si les musulmans peuvent apporter leur "soutien" aux LGBTQ, la puissante force politique des LGBTQ soutiendra les musulmans sur des questions telles que les droits des Palestiniens et d'autres questions de politique étrangère⁸ ». Khalil Muhsin reconnaît l'échec de cette démarche et affirme que « tout ce que la gauche libérale musulmane obtient, c'est la compromission de la *din* (religion) et l'embarras politique⁹ ».

1. Jonathan Brown et Shadee Elmasry, *op. cit.*

2. Courant selon lequel les humains partout et de tout temps ont reconnu la réalité d'un principe unique et ont été guidés par celui-ci.

3. The Mad Mamluks, "Should Muslim Imams CONDEMN Liberal Muslim Politicians? Dr. Shadee Elmasry", YouTube, 30 juin 2022 [en ligne].

4. Le *fiqh* est le droit islamique : il s'agit des différentes interprétations de la charia par les juristes musulmans.

5. Shadee Elmasry, Facebook, 5 août 2018 [en ligne].

6. Siraaj Muhammad, Facebook, 14 octobre 2021 [en ligne].

7. Hassan Shibly, Facebook, 11 juin 2021 [en ligne].

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

2. L'activisme propalestinien et les suites de l'attentat du Hamas du 7 octobre

La Palestine est une question particulièrement épineuse. Plusieurs partisans notoires de la Palestine (dont Ilhan Omar, Linda Sarsour et Rashida Tlaib, déjà cités) défendent des causes telles que l'accès à l'avortement ou les droits LGBT et sont donc détestés par de nombreux islamistes. Abdullah bin Hamid Ali souligne qu'il « semble souvent que la seule question non négociable dans l'agenda politique national soit la Palestine » et que même « si un musulman propalestinien prononce des paroles clairement blasphématoires à l'égard de Dieu ou de son messager, il bénéficie toujours d'un laissez-passer et du soutien de la communauté¹ ». Mobeen Vaid, un intellectuel musulman connu, a félicité Abdullah bin Hamid Ali pour avoir souligné que « l'activisme palestinien est une question unique qui peut apparemment absoudre toute transgression morale, quand bien même elle serait indéfendable² ». Le fait que de nombreux militants progressistes musulmans arborent des drapeaux palestiniens dans leur biographie alors qu'ils défendent ardemment les musulmans gays n'est pas passé inaperçu.

Le prédicateur islamiste britannique Mohammed Hijab a exprimé sa surprise et sa perplexité « quant au fait que le *takfir*³ n'ait été prononcé par aucun haut responsable islamique⁴ » à l'encontre d'Ilhan Omar et de Linda Sarsour. Les islamistes se plaignent que non seulement les imams les plus connus refusent d'ostraciser ces femmes, mais qu'elles soient toujours présentées comme des modèles et des sources d'inspiration pour les jeunes musulmans influençables, qui se rassemblent pour les écouter parler lors des conférences islamiques annuelles. Les thèmes de ces événements se sont indéniablement sécularisés au fil des ans. Daniel Haqiqatjou s'est plaint que la Société islamique d'Amérique du Nord (ISNA) soit passée d'une « conférence musulmane annuelle bénéfique⁵ » proposant des enseignements religieux à un événement axé, en 2020, sur « la lutte pour la justice sociale et raciale », avec Linda Sarsour comme conférencière principale.

Au Royaume-Uni, le religieux islamiste Moinul Abu Hamza a fait référence à Linda Sarsour lorsqu'il a annoncé son nouveau cours sur « la race et le genre » visant à préparer les étudiants à défendre l'islam face à l'activisme de gauche tel que celui qu'elle promeut⁶. Malgré leurs opinions, Linda Sarsour et Ilhan Omar continuent d'être invités

1. Abdullah bin Hamid Ali, Facebook, 6 juin 2019 [en ligne].

2. Mobeen Vaid, Facebook, 6 juin 2019 [en ligne].

3. Le *takfir* est une accusation déclarant une personne hors du champ de l'islam, ou excommunication.

4. Mohammed Hijab, [@mohammed_Mohammed Hijab], X, 4 juin 2022 [en ligne].

5. Daniel Haq, Facebook, 1^{er} septembre 2020 [en ligne].

6. Moinul Abu Hamza, Facebook, 9 mai 2022 [en ligne] ; Mufti Moinul et al., "The Family Program", The Quran Institute, 29 janvier 2022 [en ligne].

à des événements organisés par des organisations islamiques, ce qui suscite la colère et l'indignation d'un nombre croissant de musulmans. Selon Daniel Haqiqatjou, « l'importance et la notoriété dont jouissent Ilhan Omar et Linda Sarsour dans la communauté musulmane conservatrice qui fréquente les masajid [mosquées] sont uniquement dues à des imams comme Yasir Qadhi et Omar Suleiman qui font campagne pour ces personnalités [et] leur ouvrent des portes¹ ». Mohammed Hijab affirme² que c'est parce que les femmes musulmanes voient que « le clergé religieux est silencieux » lorsqu'il s'agit d'Ilhan Omar et de Rashida Tlaib que « vous avez maintenant des sœurs en Amérique qui portent des Mohammed Hijabs aux couleurs de l'arc-en-ciel ».

Les attaques du Hamas à l'encontre d'Israël le 7 octobre et les réactions des musulmans anglophones ont illustré l'obligation implicite à laquelle ont fait référence Mobeen Vaid et Abdullah bin Hamid Ali d'ériger la Palestine en cause souveraine, supérieure à toutes les autres. Les rares islamistes à oser condamner ouvertement les meurtres commis par le Hamas au lieu de se joindre à l'euphorie générale se sont rapidement tus. Depuis cette date, bien que quelques dissensions sur les sujets habituels aient persisté, telles que la décision du célèbre séminaire californien Zaytuna Institute d'inclure un texte sur la théologie hindoue au sein de leur publication, offrant donc une tolérance tacite envers ce culte d'après les critiques, les divisions autour du féminisme et des droits LGBT ont pratiquement cessé. Ainsi, la cause palestinienne a démontré la force de son pouvoir unificateur.

Cet effet s'est exprimé de façon assez imprévue lorsqu'il a favorisé, une fois n'est pas coutume, Daniel Haqiqatjou. Ce dernier avait été invité à intervenir au cours de l'événement « Analyzing the Israel-Palestine Conflict: A Multifaceted Examination³ » organisé par l'association musulmane étudiante du Queens College à New York. Cette intervention a reçu une si forte couverture médiatique que la célèbre Anti-Defamation League a qualifié Daniel Haqiqatjou d'« antisémite⁴ », l'accusant de faire circuler une rhétorique anti-LGBT et misogynne. S'il est certain que Daniel Haqiqatjou ne se formaliserait pas de cette description, peut-être a-t-il été étonné par la vague⁵ de soutiens qui a suivi, y compris par ses critiques appelant à faire front autour de lui et à mettre leurs différends de côté, proclamant qu'une « attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre nous tous ».

1. The Muslim Skeptic, "Omar Suleiman, Yasir Qadhi, and LGBT: The Dark Legacy", YouTube, 15 juin 2022 [en ligne].

2. 5 Pillars, "Takfir, American Duat & Ikhwanī Pragmatism", YouTube, 7 avril 2023 [en ligne].

3. Zach Kessel, "Queens College Muslim Student Association to Host Event with Speaker Who Accused Israel of Creating ISIS and Involvement in 9/11, Jews of Pedophilia", National Review, 21 février 2024 [en ligne].

4. Voir ADL [en ligne].

5. Hamza A. Tzortzis [HATzortzis], X, 29 mars 2023 [en ligne].

3. Musulmans élus : les conséquences de la représentation politique en Occident

Tous ces différends ne restent pas et ne resteront pas en Amérique du Nord. Outre le fait que certaines des personnes régulièrement impliquées vivent à l'étranger, la nouvelle du dernier désaccord fait rapidement le tour du monde. Mobeen Vaid, décrivant la communauté musulmane américaine comme le « Hollywood de l'Oumma », remarque que « les musulmans américains d'aujourd'hui se retrouvent fréquemment au centre du discours musulman mondial », car leurs « querelles et disputes publiques deviennent des sujets d'un immense intérêt pour un grand nombre de musulmans du monde entier » et leurs « chefs religieux sont admirés et suivis dans les lieux les plus reculés¹ ». Comme le fait remarquer Mobeen Vaid, les étudiants étrangers « suivent de si près les activités des musulmans américains sur les réseaux sociaux » qu'ils sont capables de raconter en détail des « scandales sur les réseaux sociaux » datant d'il y a quelques années².

L'élection en 2023 du premier chef d'État musulman en Écosse, Humza Yousaf, est peut-être le meilleur exemple des préoccupations relatives à la représentation politique des musulmans. Humza Yousaf à peine élu, le prédicateur britannique Mohammed Hijab, soutenu en cela par de nombreux islamistes britanniques et américains, a déclaré que Humza Yousaf, en raison de son acceptation du mariage LGBT, n'était plus musulman³. L'imam deobandi Yasir Al Wajidi, basé aux États-Unis, a publié⁴ son propre *takfir*, déclarant que Humza Yousaf ne devrait pas être considéré comme le premier Premier ministre musulman. Roshan Salih, rédacteur en chef du site d'information islamiste britannique 5Pillars, a déclaré que « la victoire de Humza Yousaf est en fin de compte une victoire pour les tentatives du Royaume-Uni de déformer l'islam⁵ » et que pour « ceux dont la priorité est la préservation de notre religion parfaite, c'est un jour très triste ». Roshan Salih s'est dit particulièrement irrité par le fait que M. Humza Yousaf « [dise] au monde qu'il est possible de mélanger le libéralisme laïque et l'islam⁶ ».

Dilly Hussain, également membre de 5Pillars, a documenté⁷ les « déclarations *kufir* [non croyantes] » de Humza Yousaf et son soutien envers des politiques « haram » concernant « les relations [conjugales], le genre, la sexualité, l'avortement et l'éducation des enfants ». L'élection de Humza Yousaf a mis en lumière la frustration de nombreux islamistes face

1. Mobeen, "The Ummah's "Hollywood": On American Muslim Exceptionalism", occasionalreflections.com, 20 février 2023 [en ligne].

2. *Ibid.*

3. Mohammed Hijab, "Humza Yousaf, This is too Far!", YouTube, 1^{er} avril 2023 [en ligne].

4. Voir en ligne.

5. Roshan Salih (@RmRoshan Salih), X, 28 mars 2023 [en ligne].

6. Roshan Salih (@RmRoshan Salih), X, 24 février 2023 [en ligne].

7. Dilly Hussain (@DillyDilly Hussain88), X, 1^{er} avril 2023 [en ligne].

à l'élection de musulmans. La colère de Dilly Hussain à l'égard de Humza Yousaf s'est étendue aux parlementaires musulmans qui avaient voté en faveur d'un projet de loi sur les droits LGBT, déclarant que lorsque « vos enfants vous disent qu'ils ont appris aujourd'hui qu'il n'y a pas de mal à être gay et musulman, c'est parce que ces [parlementaires] ont soutenu ce projet de loi¹ ».

Pendant ce temps, Mohammed Hijab a dénoncé « l'aile libérale du mouvement des Frères musulmans » qui « ne tient pas compte de ce que veulent réellement les musulmans ». Il a conclu que les mouvements occidentaux des Frères musulmans sont « déconnectés de ce à quoi les musulmans croient² ».

Il est bien sûr difficile de dire ce que croient les musulmans. Mohammed Hijab fait régulièrement l'objet de critiques sévères par des musulmans qui lui reprochent son discours démagogique et sa propension à attirer les projecteurs vers lui, comme lors de sa discussion filmée avec le psychologue canadien controversé Jordan Peterson. Certains voient Mohammed Hijab comme un grand provocateur, cherchant à semer le désordre par ses propos incendiaires. Il est néanmoins vrai que des associations musulmanes semblent parfois prises de court par le tollé suscité par leurs publications sur les réseaux sociaux. La branche britannique d'Islamic Relief, sans doute l'organisation caritative la plus connue fondée par des membres des Frères musulmans égyptiens, a appris cette leçon à ses dépens lorsqu'elle a été condamnée pour un tweet montrant fièrement ses représentantes (des femmes ne portant pas de Mohammed Hijab) posant avec Humza Yousaf³. Le tweet a été supprimé à la suite de commentaires qualifiant leur soutien à Humza Yousaf de « honte absolue⁴ ». Roshan Salih s'est moqué de la publication en déclarant que « si vous vous appelez “Islamic” Relief et que vous sollicitez des dons de la part de musulmans, alors s'afficher avec Humza Yousaf comme publicité n'est certainement pas une bonne idée⁵ ». Il convient de noter que ce n'est pas la première fois qu'Islamic Relief fait marche arrière à la suite d'une réaction islamiste. L'année dernière, Islamic Relief Worldwide a publié un message appelant à mettre fin aux mariages d'hommes adultes avec des filles mineures. Le message a été supprimé après que Daniel Haqiqatjou a accusé l'organisation caritative de promouvoir « l'hégémonie féministe libérale sur le monde musulman⁶ » en s'opposant au mariage des filles de moins de dix-huit ans.

1. 5Pillars, Youtube, 7 avril 2023 [en ligne].

2. *Ibid.*

3. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 11 avril 2023 [en ligne].

4. @MusaHakeem010, X, 11 avril 2023 [en ligne].

5. Roshan Salih (@RmRoshan Salih), X, 11 avril 2023 [en ligne].

6. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 9 décembre 2021 [en ligne].

Le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB), influente association britannique historiquement liée aux Frères musulmans, ayant affirmé que les musulmans avaient accueilli la victoire de Humza Yousaf avec « enthousiasme, joie et admiration¹ », a également été la cible de dénonciations agressives émanant d'islamistes. La tentative de Yasir Qadhi d'apaiser les tensions en disant² aux musulmans qu'ils ne devraient pas avoir les mêmes critères pour les politiciens que pour les savants a également été condamnée sans surprise. Si certains islamistes se sont montrés réticents à l'idée d'accuser ouvertement Humza Yousaf d'athéisme, beaucoup ont reconnu que ses positions sur les questions susmentionnées ne pouvaient être conciliées avec l'islam.

Le maire de Londres, Sadiq Khan, a également suscité des inquiétudes. Alors que certains se réjouissaient de l'installation des lumières du Ramadan à Londres, Roshan Salih souhaitait débattre de la question de savoir si Khan était toujours musulman, compte tenu de son soutien aux droits des personnes LGBT. En juin 2022, Sadiq Khan a appelé les Londoniens à se joindre à lui « pour défilé dans la capitale en signe de célébration et de protestation, afin de nous rappeler que les Londoniens LGBTQI+ ne marcheront jamais seuls³ ». Un utilisateur de X a déclaré que les musulmans britanniques ne pouvaient pas en vouloir aux musulmans américains d'avoir « fait élire [la mécréante] Ilhan Omar » alors qu'ils avaient « Sadiq Khan comme maire de Londres, qui commet exactement les mêmes formes de [mécraence] qu'elle⁴ ».

Aux États-Unis, les représentantes Ilhan Omar et Rashida Tlaib sont les musulmanes les plus en vue à avoir été élues. Daniel Haqiqatjou a reproché à Ilhan Omar d'avoir « présenté au Congrès une loi appelant à sanctionner les pays musulmans qui appliquent la charia », ainsi que d'avoir « dansé publiquement avec des transgenres dans des clips musicaux et des défilés de la fierté LGBT⁵ ». Il dénonce également Rashida Tlaib pour « avoir participé fréquemment à des marches LGBT et s'être battue avec acharnement pour la législation LGBT ». Son aversion pour ces personnalités publiques est de plus en plus appréciée par certains musulmans tandis que des organisations historiquement islamistes font régulièrement l'éloge d'Ilhan Omar, qu'elles considèrent comme une source d'inspiration pour la communauté musulmane, et l'invitent à prendre la parole lors de leurs événements. Pour Daniel Haqiqatjou et d'autres, il s'agit là d'une tentative flagrante d'égarer la communauté.

1. Muslim Council of Britain (@MuslimCouncil), X, 27 mars 2023 [en ligne].

2. Yasir Qadhi, Facebook, 30 mars 2023 [en ligne].

3. Sadiq Khan (@MayorofLondon), X, 1^{er} juillet 2023 [en ligne].

4. @YounesIbnIslam, X, 10 octobre 2022 [en ligne].

5. Muslim Skeptic, 4 décembre 2021 [en ligne].

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que pour de nombreux islamistes, la représentation des musulmans soit non seulement dénuée de sens, mais constitue également une menace pour la communauté. Daniel Haqiqatjou explique que l'on a dit aux musulmans d'Occident que « la présence de musulmans dans les médias, en politique et dans les universités serait bénéfique pour la communauté musulmane¹ ». Cependant, il affirme que cette représentation n'a donné lieu qu'à des « musulmans de culture libéralisée, [dont la plupart] ne sont techniquement même pas musulmans » et « ne savent que s'approprier les ressources de la communauté pour faire avancer leur propre carrière² ». Cette idée est reprise ailleurs : Ismail Royer qualifie de « révélateur » le fait que le programme des politiciens musulmans ayant gagné leurs élections soit « indiscernable des programmes politiques des organisations athées³ ». Comme cela a été dit lors d'une récente discussion entre l'imam Shadee Elmasry et les organisateurs du podcast *The Mad Mamluks*, « nous avons vu des musulmans s'engager, [...] réussir à se faire élire » et il n'y a « aucun » résultat⁴.

V. LA RÉPONSE DES ISLAMISTES CONSERVATEURS

1. L'échec de la stratégie de « *maslaha* »

Il faut reconnaître que les islamistes conservateurs ont tardé à s'opposer à l'élaboration de cette alliance baroque entre une partie de l'islamisme et le progressisme. Beaucoup affirment que la réticence de certains imams et acteurs religieux musulmans à condamner ouvertement Ilhan Omar, Linda Sarsour ou Rashida Tlaib, peut s'expliquer par leur crainte de ne plus pouvoir prendre la parole lors de grandes conventions ou de risquer de ne pas être invités à certains événements et, de même, d'être privés des généreux honoraires versés aux orateurs ; plusieurs musulmans ont rapporté qu'il n'est pas rare que des « orateurs célèbres » reçoivent un cachet d'un montant qui se compte en milliers de dollars⁵. Certains de ces acteurs religieux se seraient défendus en laissant entendre que s'ils exprimaient des opinions religieuses plus conservatrices, plus précisément sur la loi islamique, ils risqueraient de pousser les jeunes musulmans à s'éloigner davantage de l'islam. Il est également vrai que même si ces

1. Daniel Haqiqatjou (@Daniel Haqiqatjou), Telegram, 29 septembre 2022 [en ligne].

2. *Ibid.*

3. Islam RFI, X, 9 novembre 2022 [en ligne].

4. *The Mad Mamluks*, EP 274, 29 juin 2022 [en ligne].

5. X, juillet 2023 [en ligne].

religieux condamnaient Ilhan Omar, Linda Sarsour ou Rashida Tlaib et se détournèrent d'organisations musulmanes influentes, ils auraient du mal à reconstruire une base de soutien similaire parmi les musulmans qui considèrent qu'ils se sont gravement fourvoyés. Pendant ce temps, si leurs détracteurs sont peut-être animés par des convictions sincères, nombre d'entre eux deviennent également de plus en plus influents, mais aussi probablement plus riches, grâce à leurs positions.

Aujourd'hui, cependant, beaucoup estiment que cette logique *maslaha* a été un échec retentissant. Certains ont conclu que la stratégie consistant à « essayer d'être compatissant » pour « attirer » les mouvements de gauche a eu pour résultat le fait que les musulmans ont été « davantage attirés dans cette direction » plutôt que l'inverse. Comme Mohammed Hijab et Dilly Hussain en sont convenus lors d'une conversation en avril 2023, la théorie du « gradualisme » s'est effondrée car les politiques de gauche « changent progressivement les musulmans » alors que les musulmans ne changent pas la politique¹.

L'influence des islamistes qui s'opposent à ces alliances s'accroît. En effet, même si Siraaj Muhammad a déploré le fait que « la progression à tous les niveaux de la gauche a obligé les leaders de communautés à rester silencieux par crainte de la censure, d'un ostracisme ou d'une intervention des forces de l'ordre », il a également exprimé un optimisme prudent et a déclaré qu'il était « profondément encourageant de voir des leaders donner des conférences vidéo, délivrer des *khutbas* (sermons), établir des programmes et donner des *khatirahs* (conférences) qui proposent des contre-attaques² » sur des questions telles que l'avortement, les identités LGBT, ou la critique des convertis blancs.

Il est indéniable que cette « contre-attaque » face aux alliances avec la gauche a porté ses fruits. En septembre 2020, Daniel Haqiqatjou a publié une vidéo³ dans laquelle il présentait des preuves visuelles montrant l'imam Omar Suleiman se livrant à ce qui serait un « rituel païen ». Omar Suleiman avait participé à une manifestation à la frontière avec le Mexique pour exprimer son opposition aux mauvais traitements infligés aux migrants. Les leaders de la manifestation ont versé de l'eau sur le sol dans le cadre d'un rituel commémorant les esprits des migrants décédés. Omar Suleiman a également été montré posant au milieu d'un « sandwich de prêtresse LGBT », selon la mémorable formule de Daniel Haqiqatjou. La vidéo de Daniel Haqiqatjou a suscité un tel tollé que Omar Suleiman a été contraint de « se repentir publiquement⁴ » de ses actes, comme le

1. 5Pillars, "Mohammed Hijab. Takfir, American Duat & Ikhwanī Pragmatism", YouTube, 7 avril 2023 [en ligne].

2. Siraaj Muhammad, Facebook, 28 juin 2022 [en ligne].

3. Muslim Skeptic, YouTube, 17 septembre 2020 [en ligne].

4. "Imam Omar Suleiman publicly repents for unknowingly participating in unIslamic ritual", 5pillarsuk.com, 21 septembre 2020 [en ligne].

rapporte le site 5Pillars. À l'époque, Siraaj Muhammad avait exprimé son inquiétude : « Si un dirigeant musulman instruit comme Shaykh Omar peut être pris au dépourvu lorsqu'il travaille avec de tels groupes, alors le reste d'entre nous, qui ne sommes ni des savants ni des *du'at* (prédicateurs) ou des imams formés, avons une bien plus grande chance de commettre des erreurs plus graves¹ ».

L'influence de Daniel Haqiqatjou s'est à nouveau manifestée en juin 2022, lorsqu'il est parvenu à contraindre l'une des principales organisations musulmanes des États-Unis à justifier publiquement ses décisions. À la suite de la vidéo² de Daniel Haqiqatjou dénonçant le Cercle islamique d'Amérique du Nord (ICNA), une organisation historiquement liée au mouvement islamiste sud-asiatique Jamaat-e-Islami, pour avoir invité Ilhan Omar à s'exprimer lors de sa conférence³ (l'un des principaux événements annuel pour la communauté musulmane américaine), l'ICNA a publié une déclaration notant que « l'invitation d'un conférencier à l'ICNA ne peut pas être une approbation de toutes les opinions que cette personne défend ou professe⁴ ». Le discours d'ouverture de Mohsin Ansari, président de l'ICNA, a insisté sur l'importance des valeurs morales dans le contexte de la condamnation des actes homosexuels.

Cependant, les adeptes de l'ICNA n'ont pas été convaincus, comme le démontrent les nombreux commentaires accompagnant la déclaration publiée par ICNA, sur Facebook. Un utilisateur de Facebook a posé la question suivante : « Quelles sont les valeurs morales conformes au Coran et à la Sunna ? Inviter Ilhan à s'exprimer lors de votre conférence "islamique", la même personne qui danse lors de défilés LGBTQ et d'événements de *drag* ? » Un autre a menacé : « Vous devrez rendre des comptes pour avoir induit en erreur les musulmans qui viennent à ces conférences pour acquérir des connaissances et obtenir des conseils de la part des orateurs et des "savants"⁵. »

Si Daniel Haqiqatjou est sans doute celui qui a l'impact sur les musulmans américains le plus visible sur internet, son influence se propage également, de proche en proche, dans les mosquées du pays. Hussam Ayloush, directeur de l'une des sections californiennes du *Council on American-Islamic Relations* (CAIR), a raconté avoir rencontré un jeune homme dans une mosquée qui avait récemment cessé d'écouter les savants (musulmans) parce qu'il avait appris qu'il s'agissait de

1. Siraaj Muhammad, Facebook, 19 septembre 2020 [en ligne].

2. The Muslim Skeptic, YouTube, 15 juin 2022 [en ligne].

3. 47^e convention annuelle ICNA-MAS, "Building A Just Society. The Mission Continues", Baltimore, 28-30 mai 2022.

4. ICNA, Facebook, 3 juillet 2022 [en ligne].

5. *Ibid.*

« libéraux » et qu'il ne pouvait plus leur faire confiance. M. Ayloush a alors été « choqué et troublé » d'entendre que le jeune homme considérait « certains des savants les plus respectés et les plus connus en Amérique » comme faisant partie de ces imams indignes de confiance. Le dirigeant du CAIR s'est dit très préoccupé¹ « par la campagne concertée et injuste visant à discréditer et à diffamer des savants respectés et honorables par quelques individus louches et leurs fans, mus par l'ignorance ou la malveillance ». Il convient de noter que les inquiétudes d'Hussam Ayloush ne sont peut-être pas entièrement étrangères au fait que Daniel Haqiqatjou a documenté la participation d'Hussam Ayloush à la manifestation près de la frontière mexicaine, évoquée plus haut, décrivant Hussam Ayloush comme ayant « participé à un rituel chrétien et demandé à une prêtresse LGBT de lui mettre un crucifix sur le front ».

Les musulmans ne sont pas les seuls à être déçus par les résultats de cette alliance. En septembre 2023, le *Washington Post* a publié un article sur les tensions grandissantes entre la communauté LGBT et les élus locaux à Hamtramck, seule ville américaine à avoir un conseil municipal entièrement composé de musulmans. Ce dernier a interdit l'affichage du drapeau arc-en-ciel LGBT sur les propriétés appartenant à la ville, attisant la colère et un sentiment de trahison chez les membres de la communauté LGBT ainsi que chez leurs supporters. Une ancienne membre du conseil municipal, qui s'identifie comme gay, s'est ainsi adressée à celui-ci : « nous avons tout fait pour faciliter votre intégration ici, et c'est comme cela que vous nous remerciez, en nous plantant un couteau dans le dos ?² ».

2. Musulmans américains : vers un rejet du Parti démocrate aux États-Unis ?

Les islamistes craignent de plus en plus que le fait de s'aligner sur la politique progressiste représente le plus grand danger pour la communauté musulmane et que des personnalités musulmanes influentes trahissent leur religion afin d'être invitées aux *iftars*³ de la Maison Blanche et de faire avancer leur carrière. Un chercheur musulman a affirmé que le Parti démocrate ne voyait dans la communauté musulmane américaine rien de plus qu'un segment électoral : « ils n'ont jamais eu l'intention de protéger l'islam traditionnel et orthodoxe de quoi que ce soit ; ils avaient simplement l'intention de transformer l'identité musulmane américaine en une autre ethnie soumise, un autre segment du vote [démocrate] permanent⁴ ».

1. Hussam Ayloush, Facebook, 18 juillet 2023 [en ligne].

2. Allan Lengel, "A Pride flag ban sparks accusations of betrayal in tiny Michigan city", *The Washington Post*, 16 septembre 2023 [en ligne].

3. Le dîner *iftar* de la Maison Blanche est une réception annuelle tenue par le président des États-Unis et célébrant le mois du ramadan.

4. Justin Parrott, *Muslim Matters*, 29 juillet 2022 [en ligne].

Siraaj Muhammad, le dirigeant de la publication *Muslim Matters* déplore que « les représentants musulmans centristes à Washington n'aient rien fait pour nous¹ ». Selon Ahmed Ghanim, écrivain et militant politique qui compte 126 000 abonnés sur Facebook, la communauté musulmane américaine « a besoin de leaders qui ne craignent pas les enseignements et les valeurs de l'islam, mais qui les défendent sans les déformer pour plaire à l'establishment », des leaders qui « comprennent que les musulmans n'appartiennent pas à un seul parti politique, et certainement pas à l'extrême gauche² ».

Les organisations et les militants islamiques prodémocrates, en particulier ceux qui prétendent défendre les droits civiques, ont été revigorés par l'élection et la présidence de Donald Trump. Cela leur a permis de se présenter comme les seuls défenseurs d'une communauté musulmane en péril et de balayer toutes les critiques, qu'elles viennent de musulmans ou d'islamistes. Un blogueur musulman anti-islamiste a affirmé que la présidence de Trump « a encouragé les organisations problématiques qui prétendent parler en notre nom à esquiver les critiques de leurs piètres performances » en brandissant l'« islamophobie » de Trump comme un bouclier³. Dans le même temps, l'universitaire conservateur Abdullah bin Hamid Ali défendait l'idée qu'un programme national de gauche était imposé aux musulmans en raison de « l'opinion des organisations nationales selon laquelle les plus grandes menaces pour la communauté musulmane sont Trump et l'islamophobie⁴ ».

Les islamistes reprochent régulièrement à ces organisations nationales de terrifier les musulmans afin qu'ils votent pour des candidats du Parti démocrate, en brandissant des menaces sur ce qui pourrait leur arriver sous une présidence des Républicains. Daniel Haqiqatjou, faisant référence à un imam qui lui avait envoyé un message sur la « période effrayante » qui suivrait l'élection de Donald Trump, s'est moqué de « ces imbéciles [qui] croyaient vraiment que Donald Trump allait jeter les musulmans dans des camps de concentration ». Daniel Haqiqatjou a également dénoncé les membres influents de la communauté qui disent aux musulmans de voter pour les politiciens les plus libéraux « sinon ils [les politiciens plus à droite] jetteront les musulmans dans des camps de concentration ». Ce sont les mêmes membres qui ordonnent aux musulmans de « soutenir les droits des homosexuels sinon [ils] ne pourront pas se marier⁵ » et qui ont menacé les musulmans de mourir s'ils ne « [fermaient] pas toutes les mosquées et [n'annulaient] pas le *hajj*⁶ » dans le contexte de la pandémie.

1. Siraaj Muhammad, Facebook, 28 juin 2022.
2. Ahmed Ghanim, Facebook, 10 avril 2023 [en ligne].
3. Mukashafat, 1er janvier 2021 [en ligne].
4. Abdullah bin Hamid Ali, Facebook, 6 juin 2019 [en ligne].
5. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 26 juin 2022 [en ligne].
6. Le *hajj* désigne le « grand pèlerinage » à La Mecque.

Plus récemment, à la suite de l'attribution par le département d'État (*U.S. State Department*¹) de fonds « à des organisations engagées dans la pratique et la diffusion de l'athéisme et de l'humanisme » dans des pays à majorité musulmane, Mobeen Vaid a écrit avec sarcasme qu'il attendait que quelqu'un dise : « si nous ne soutenons pas ce projet de loi ou, du moins, si nous ne restons pas silencieux à son sujet, ils fermeront nos *masjids* (mosquées) et nous rassembleront dans des camps² ».

Il convient de garder à l'esprit que les divisions dont il est question ici n'englobent pas tous les courants islamistes en politique. Par exemple, une influente islamiste cachemirienne, Ghazala Habib Khan, a encouragé ses partisans à voter pour Trump non pas en raison de préoccupations concernant les alliances LGBT, mais simplement parce qu'il était un « meilleur choix qu'une Indienne [en référence à la vice-présidente Kamala Harris dont la mère est indienne]³ ».

L'élection du président Biden en 2020 a donné lieu à de nouvelles critiques à l'encontre des organisations nationales musulmanes qui ont présenté son élection comme une victoire pour les musulmans. Daniel Haqiqatjou et Abdullah bin Hamid Ali ont fait valoir tous deux que la situation des musulmans sous les administrations du Parti démocrate n'est pas du tout préférable. Daniel Haqiqatjou a écrit à ses followers : « toutes les politiques antimusulmanes les pires et les plus bigotes qui ont été mises en œuvre sous Barack Obama reviennent maintenant en force avec Joe Biden⁴ ». Il a ajouté que « ces organisations inutiles de défense des droits civiques, comme le CAIR, sont silencieuses parce qu'elles se sont entièrement vendues pour devenir les auxiliaires de l'aile gauche » et qu'elles ont seulement « fait semblant d'être si dures et si exigeantes en matière de responsabilité des élus lorsqu'il s'agissait de Trump⁵ ».

Les inquiétudes des islamistes quant à leur alignement sur le Parti démocrate vont au-delà des questions évidentes liées à l'adhésion à des politiques spécifiques et s'étendent aux musulmans qui, de ce fait, quittent complètement l'islam, peut-être sans même s'en rendre compte. Siraaj Muhammad prévient que « le résultat final de l'islam progressiste est la mécréance fonctionnelle⁶ ». Selon lui, après avoir « imposé au Coran un cadre progressiste de gauche », « de nombreux musulmans ont abandonné leur croyance dans les origines divines du Coran sans l'exprimer publiquement parce qu'ils savent comment nous allons réagir⁷ ».

1. Le département d'État des États-Unis est le département exécutif fédéral des États-Unis chargé des relations internationales [équivalent du ministère des Affaires étrangères].

2. Mobeen Vaid, Facebook, 5 juillet 2022 [en ligne].

3. Ghazala Habib Khan, Facebook, 28 octobre 2020 [en ligne].

4. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 2 décembre 2021 [en ligne].

5. *Ibid.*

6. Siraaj Muhammad, Facebook, 17 juillet 2021 [en ligne].

7. *Ibid.*

Le commentateur musulman Ismail Royer a expliqué que « les musulmans d'Amérique ne se préoccupent pas de l'avortement, des jeux d'argent et de la pornographie parce que leurs leaders militants leur ont appris que les questions qui les intéressent et les positions qu'ils devraient adopter à leur égard sont identiques à celles des ailes de gauche et d'ultra-gauche du Parti démocrate¹ ». Les intervenants lors d'une discussion organisée par le podcast à tendance islamiste « The Mad Mamluks » en août 2022 sont convenus que les jeunes musulmans croyaient à tort que « l'islam américain est parfaitement aligné sur le Parti démocrate² ».

À l'automne 2022, dans le Michigan, chrétiens et musulmans ont uni leurs forces pour s'opposer à l'enseignement de certains livres, jugés sexuellement explicites, dans les écoles locales – une préoccupation typique du Parti républicain. Alors que les islamistes ont salué l'initiative, la représentante Rashida Tlaib a publié une déclaration condamnant les manifestations et exprimant son refus de « rester silencieuse pendant que nos voisins de la communauté LGBTQ sont vilipendés³ ». En réponse, Zain Siddiqui, un bénévole de l'organisation caritative islamiste Helping Hand, a posté : « Ne me dites jamais que cette personne représente les musulmans alors qu'elle est littéralement en train de vendre et de se retourner contre sa communauté musulmane locale, celle-là même qui l'a fait élire en premier lieu⁴ ».

Au lendemain de la manifestation, Siraaj Muhammad, très désespéré, s'est plaint : « On nous a dit qu'il ne s'agissait que d'établir une coalition, que nous n'avions pas à participer aux défilés de la *Gay Pride*, et plus encore. Et maintenant ? Nos politiciens assistent aux défilés, ils font la fête, et nos activistes s'engagent partout en faveur des droits des transgenres. Et surtout, Rashida Tlaib, qui représente le district qui se bat contre cette pornographie a officiellement livré ses électeurs en pâture en les traitant d'extrémistes de droite⁵ ».

Ces questions ont attiré l'attention d'un public extérieur à la communauté musulmane. Michelle Goldberg, chroniqueuse au *New York Times*, a publié un article d'opinion en juin 2023 dans lequel elle examine une « alliance naissante entre chrétiens conservateurs et musulmans marquant la résurrection d'un projet de droite qui a été interrompu, pour un temps, par les attentats du 11 septembre⁶ ». Comme l'explique Mme Goldberg,

1. Voir en ligne.

2. The Mad Mamluks, 30 juin 2022, *op. cit.*

3. Zain Siddiqui [@chewhaqqa], X, 19 octobre 2022 [en ligne].

4. *Ibid.*

5. Siraaj Muhammad, Facebook, 23 octobre 2022 [en ligne].

6. Michelle Goldberg, "Creeping Shariah Has Nothing on the Woke Mob", *The New York Times*, 16 juin 2023 [en ligne].

les parents musulmans et chrétiens ont trouvé un terrain d'entente dans leurs préoccupations concernant « l'idéologie du genre ».

Quelques jours plus tard, Wajahat Ali, écrivain musulman vilipendé à la fois par les musulmans progressistes pour son opposition insuffisante à Israël et par les islamistes pour ses opinions libérales, a pris part au débat en publiant une tribune dans le *New York Times* demandant pourquoi les musulmans « se joignaient à l'attaque en règle contre les LGBTQ¹ ».

Dès lors, dans ces conditions, certains se sont demandé s'il était possible ou préférable de s'allier avec les Républicains. Il ne s'agirait pas d'une nouvelle évolution, car dans l'Amérique d'avant le 11 septembre, de nombreux musulmans soutenaient le Parti républicain. Certains musulmans sont ouverts à la possibilité de renouveler cette alliance, estimant que les positions du Parti républicain sur l'avortement et les droits LGBT leur conviennent davantage. D'autres, en revanche, considèrent que le choix se limite à un dilemme entre « soutenir le sionisme » – les Républicains – ou « soutenir les droits LGBT » – les Démocrates. Certains craignent également que les Républicains aient trop de préjugés à l'égard des musulmans, en particulier des femmes musulmanes, pour être des alliés fiables.

Le soutien du président Biden à Israël après les attaques du 7 octobre a officialisé la rupture entre son parti et les associations musulmanes les plus engagées à gauche. Nombre de celles-ci étaient déjà très critiques à son égard et préféraient garder leur image d'opposition intransigeante perfectionnée sous l'ère Trump plutôt que d'être perçues comme des alliées indéfectibles du Parti démocrate, trop centriste à leur goût. Tandis qu'en 2020, l'appel à voter Biden était quasiment unanime, quatre ans plus tard, ce dernier est désormais fustigé par ceux qui l'accusent d'être complice d'un « génocide » à Gaza et qui, en conséquence, lui refusent leur vote. Tout musulman ayant l'audace de se montrer en compagnie de représentants du gouvernement devient aussitôt la cible² d'internautes le taxant d'« agent sioniste » trahissant sa communauté. D'une certaine façon, il s'agit d'une victoire non pour les islamistes conservateurs, qu'ils soient salafistes ou deobandis, qui restaient déjà à distance de l'engagement partisan, mais plutôt pour les individus et associations dont l'idéologie relève plutôt du décolonialisme que de l'islamisme, qui prônent un rejet du Parti démocrate, trop insensible, selon eux, à la question palestinienne.

1. Wajahat Ali, "We Muslims Used to Be the Culture War Scapegoats. Why Are Some of Us Joining the L.G.B.T.O. Pile-On?", *The New York Times*, 23 juin 2023 [en ligne].

2. Sana Saeed (@SanaSaeed), X, 30 mars 2023 [en ligne].

3. Wokisme et islamophobie : l'islamisme menacé de l'intérieur par la tendance identitaire

Les islamistes considèrent que les musulmans sont avant tout liés par les obligations religieuses qui, selon eux, sont inséparables d'une interprétation correcte de la foi. Ils se méfient donc des autres allégeances, comme le nationalisme ou l'attachement culturel, qui pourraient faire de l'ombre à la religion.

Alors que des organisations, dont certaines sont historiquement associées aux Frères musulmans, telles que le CAIR, mettent en avant la lutte contre l'« islamophobie », alors que des universitaires et des chercheurs tentent d'expliquer les mécanismes et les manifestations de la discrimination antimusulmane et que des militants cherchent à accroître la représentation des musulmans, l'islamisme et les politiques identitaires sont de plus en plus souvent en conflit. En faisant de l'auto-identification et de l'appartenance culturelle la principale définition de l'identité musulmane, les obligations religieuses que les islamistes associent à la foi semblent avoir été mises de côté. En effet, les islamistes s'inquiètent du fait que le CAIR et les musulmans de gauche conçoivent les musulmans comme formant une communauté politique, ethnique et culturelle plutôt que religieuse avant tout. La façon dont la plupart des organisations et des militants des droits civiques cherchent à défendre les intérêts des musulmans les met en porte-à-faux avec les objectifs traditionnellement islamistes.

Justin Parrot, converti à l'islam et chercheur au sein du *think tank* Yaqeen, affirme qu'« il devrait être clair à présent que l'alliance politique des musulmans américains avec les identitaires ou l'identitarisme a été une énorme erreur¹ ». Pour Parrot, le fait que des musulmans américains « soutiennent avec tant de ferveur ces alliés politiques apparents » a pour ultime conséquence que se forme une « nouvelle génération de jeunes musulmans si fortement influencés par la propagande du mouvement que l'islam traditionnel et orthodoxe leur apparaît comme un système supplémentaire d'oppression raciste et patriarcale² ». Il est probable, néanmoins, que ces jeunes musulmans auraient finalement choisi de se tourner vers la gauche, séduits par ce que Parrot appelle l'identitarisme, même en l'absence de cette alliance politique, comme nombre de jeunes américains qui n'ont aucun lien avec l'islam.

Les récentes interprétations de certaines doctrines ou textes islamiques sont influencées par des préoccupations très contemporaines. Un blogueur musulman a dénoncé la pratique répandue consistant à décrire la figure

1. Justin Parrot, "The False Promise of Identitarianism", muslimmatters.org, 29 juillet 2022 [en ligne].

2. *Ibid.*

coranique d'Iblis, le *djinn*¹ qui a refusé de s'incliner devant Adam, comme « le premier raciste² ». Ailleurs, de jeunes musulmans affirment que la destruction de la ville de Sodome, telle qu'elle est racontée dans le Coran, visait à condamner le viol, et non les actes homosexuels³. En 2020, la Muslim American Society a publié une vidéo superposant les derniers mots de George Floyd avec un verset du Coran. Dans ce verset, le mot « hawa » (caprice, inclination) est traduit par « privilège⁴ ». Plutôt que de rappeler aux humains de ne pas se laisser guider par des désirs éphémères, le verset semble désormais leur rappeler de garder à l'esprit leur privilège, en l'occurrence racial.

Comme l'a écrit l'imam Shadee Elmasry, « je crains que le terme “activiste musulman” ne soit aussi bien synonyme d'identité laïque et sociale que le seraient les termes “activiste turc” ou “activiste pakistanais”⁵ ». Il ajoute que « cela ne connote pas un type d'activisme façonné par une compréhension active de la religion ». Pour Ismail Royer, de nombreux musulmans considèrent aujourd'hui l'islam moins comme une « religion qui revendique la vérité sur la nature de Dieu et la relation de l'homme avec lui que comme un groupe identitaire lésé parmi d'autres groupes identitaires⁶ ».

Sur les réseaux sociaux, certains musulmans s'en prennent de plus en plus aux « convertis blancs », qui sont parfois considérés comme des étrangers au sein d'une communauté bâtie sur des bases culturelles communes. Les convertis blancs qui adhèrent à des opinions conservatrices font l'objet d'une grande colère. Pour certains musulmans, en effet, les convertis ne peuvent pas avoir une véritable compréhension de l'islam ; il doit donc y avoir un motif suspect à leur conversion, la misogynie, par exemple. Les islamistes sont bien sûr horrifiés de voir cela, d'autant plus que certains de ces musulmans sont prêts à dire, en ne plaisantant qu'à moitié, qu'ils quitteraient rapidement le paradis s'il s'avérait qu'il était peuplé de convertis blancs.

Mobeen Vaid, respecté pour la pertinence de ses observations, prévient que « l'appel explicite aux "identités" et la refonte de l'islam en tant qu'"identité" procurant une appartenance fraternelle doivent faire l'objet d'un examen critique pour une communauté qui continue à chercher un point d'ancrage dans le paysage politique polarisé d'aujourd'hui⁷ ».

1. Mot arabe renvoyant à des esprits invisibles créés à partir d'un feu sans fumée et à qui Dieu a accordé, comme aux humains et contrairement aux anges, le libre arbitre.

2. Avdullah Yousef, Substack, 28 mars 2023 [en ligne].

3. Ghada Sasa, X, 3 juin 2023 [en ligne].

4. Muslim American Society - National, Facebook, 2 juin 2020 [en ligne].

5. Shadee Elmasry, Facebook, 2 octobre 2016 [en ligne].

6. Ismail Royer, "A Tale of Two Muslim Generations", firstthings.com, 23 janvier 2023 [en ligne].

7. Mobeen Vaid, Medium, 6 décembre 2018, [en ligne].

Il remarque que les politiciens progressistes ont « assimilé la cause musulmane à leur plateforme d'oppression en constante expansion » dans laquelle « l'islamophobie, l'homophobie, la transphobie, le patriarcat et le racisme sont tous considérés comme intrinsèquement liés à la même matrice de haine¹ ». Sana Saeed, journaliste pakistano-canadienne résidant aux États-Unis, qui travaille pour le média numérique qatari AJ+, a involontairement mis en lumière la nature de cette même plateforme lorsqu'elle a dénoncé la matrice politique qui aboutit à des « projets de loi anti-charia, anti-BDS² [...] et anti-trans » et l'a décrit comme « le fascisme en action³ ».

Les islamistes eux-mêmes ont condamné l'utilisation du mot « islamophobie » et s'en sont distanciés. Mobeen Vaid note, en outre, que le discours initial sur l'islamophobie, qui soulignait « les hégémonies du complexe militaro-industriel, la sécurisation agressive des espaces musulmans et la criminalisation injuste de la pensée musulmane », s'est trouvé « de plus en plus infiltré par une sorte de politique identitaire de salan⁴ ».

Comme l'a demandé un islamiste : « Suis-je le seul à être fatigué du mot "islamophobie" et de la véritable industrie qui s'est développée autour de lui ?⁵ ». À en juger par l'opposition croissante des islamistes à ce terme et à ce qu'il a fini par englober, cet islamiste est loin d'être le seul.

Daniel Haqiqatjou s'est plaint que « nous avons l'habitude de célébrer les conquêtes islamiques et les exploits du pouvoir [...] et maintenant nous célébrons le fait d'être des fillettes qui crient "islamophobie !" chaque fois qu'un *kafir* [mécréant] dit quelque chose de méchant⁶ ». De même, Abdullah bin Hamid Ali rejette l'importance d'une « menace physique » pour les musulmans, celle-ci pouvant être traitée par la « défense physique » ou le « martyr ». Selon Abdullah bin Hamid Ali « le plus grand ennemi est celui qui menace réellement votre foi⁷ ».

Une opinion de plus en plus répandue parmi les islamistes est que « beaucoup de ceux qui “luttent contre l'islamophobie” sont eux-mêmes des “islamophobes” engagés, *ad hoc*, qui résolvent ce paradoxe en redéfinissant hideusement l'islam⁸ ». Cette critique vise les militants de

1. Mobeen Vaid, *op. cit.*

2. Les lois « anti-BDS », pour Boycott, Divestment and Sanctions, désignent des lois qui, dans le cadre du conflit israélo-palestinien, répriment les personnes et les organisations engagées dans des boycotts contre des entités affiliées à Israël.

3. Sana Saeed (@SanaSaeed), X, 5 mars 2022 [en ligne].

4. Mobeen Vaid, Facebook, 11 décembre 2020 [en ligne].

5. Hamzah Wald Maqbul, Facebook, 12 mars 2021 [en ligne].

6. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 30 juillet 2021 [en ligne].

7. Abdullah bin Hamid Ali, Facebook, 6 juin 2019 [en ligne].

8. Hamza Wald Maqbul, Facebook, 12 mars 2021 [en ligne].

gauche, musulmans ou d'origine musulmane, dont la tolérance et parfois le soutien aux droits LGBT, au féminisme ou à l'avortement les amènent, selon la perspective islamiste, à mutiler l'islam en le réinterprétant selon leurs désirs. Daniel Haqiqatjou affirme en effet que la « lutte contre l'islamophobie » est devenue la véritable religion de ces militants, s'illustrant par leur volonté de « violer les commandements de Dieu sous prétexte que c'est le “seul moyen de lutter contre l'islamophobie”¹ ».

Certains musulmans ont en effet été tellement frustrés par les sympathies pro-LGBT des organisations musulmanes de défense des droits civils qu'ils ont décidé de fonder leur propre organisation. Des salafistes prévoient ainsi d'obtenir des accommodements conformes à la charia, mais sans céder à un programme libéral ou promouvoir la démocratie comme le font, selon eux, les autres organisations juridiques musulmanes.

Les divergences entre les islamistes et les jeunes musulmans de gauche concernant l'islamophobie se sont également illustrées par un incident très médiatisé. En décembre 2022, l'université de Hamline, dans le Minnesota, a mis fin au contrat de l'un de ses professeurs parce qu'elle avait montré à son cours d'arts islamiques une peinture du prophète Mahomet datant du XIV^e siècle et avait ainsi contrarié une étudiante. Il serait naturel de supposer que cette étudiante, membre de la Muslim Student Association (MSA) de l'université, ait invoqué des arguments religieux pour justifier son opposition à la peinture. Au lieu de cela, l'étudiante semblait plutôt s'inspirer de la « politique identitaire intersectionnelle » décriée par les islamistes lorsqu'elle a déclaré au journal de l'école qu'« en tant que musulmane et noire, je ne me sens pas à ma place et je ne pense pas que j'aurai jamais ma place dans une communauté qui ne me considère pas comme un membre à part entière et qui ne me témoigne pas le même respect que celui que je lui porte² ».

Certains ont pensé que l'étudiant bénéficierait d'un large soutien islamiste. Mais ce ne fut pas le cas. Si la plainte de l'étudiante peut, à première vue, sembler motivée par un raisonnement islamiste, son désir de catégoriser les musulmans comme une minorité facilement « offensée » parmi d'autres minorités n'est pas facilement conciliable avec la conception islamiste de la supériorité inhérente de l'islam tel qu'ils l'interprètent. Hormis le soutien local d'imams d'Afrique de l'Est embrassant une forme d'islam très influencée par leurs pays d'origine, peu de savants musulmans ont défendu l'étudiante. Shadee Elmasry (suivi par plus de 60 000 personnes sur X), était tellement irrité qu'il a exprimé son désir

1. Daniel Haqiqatjou, Facebook, 23 mai 2019 [en ligne].

2. Edward E. Curtis IV and Kayla Renée Wheeler, "The role of Blackness in the Hamline Islamic art controversy", Richmond Free Press, 19 janvier 2023 [en ligne].

d'envoyer « ces enfants morveux » à « Paris pour une demi-journée », où « ils se fichent éperdument de votre religion ». Selon lui, ce qui s'est passé à Hamline n'a absolument rien à voir avec l'islam. Il s'agissait plutôt de « wokisme [...] utilisant l'islamophobie comme un symbole ». Se référant à la déclaration de l'étudiante, Shadee Elmasry a déclaré qu'il « ne pouvait pas supporter ce langage » et « la négativité », déplorant que « cette génération ait appris à être si négative à propos de tout ». Shadee Elmasry n'a pas été plus tendre avec l'administration de l'université, l'accusant d'être « molle » et d'avoir « zéro autorité¹ ».

Ismail Royer, dans un article intitulé « A Tale of Two Muslim Generations² » (Conte de deux générations musulmanes), a établi un lien entre l'affaire Hamline et le fait qu'« il y a plus de vingt ans, de nombreux musulmans traditionnels ont pris la décision stratégique de déployer la rhétorique et la tactique du grief pour promouvoir les valeurs et les intérêts musulmans », et a estimé que cette décision « a eu des résultats désastreux pour la communauté même qu'ils souhaitaient sauvegarder ».

Les manifestations propalestiniennes dans les rues et campus américains après le 7 octobre ont reflété ces différends. D'un côté, une jeunesse qui affiche un soutien décomplexé au Hamas en tant que puissance décolonisatrice (et non islamiste) et qui semble vouloir davantage intimider plutôt que convaincre l'opinion publique, que ce soit en empêchant³ les New-Yorkais de rentrer chez eux après le travail ou en perturbant par un discours à l'improviste⁴ un dîner chez le doyen de la faculté de droit de Berkeley. De l'autre, des musulmans et islamistes souvent plus âgés et prudents qui craignent que cette stratégie ne se révèle contre-productive et écarte la population américaine de la cause palestinienne.

Après le 7 octobre, certains musulmans ont exprimé leur espoir que le soutien décolonial à la Palestine venant de la gauche s'efface devant l'aspect religieux de la cause. En dépit de ces appels, les derniers mois ont montré que les progressistes maintiennent leur monopole sur la cause palestinienne et sont plus souvent à même d'influencer l'aile traditionaliste que l'inverse. L'institut Yaqeen l'a involontairement démontré dans un texte publié en mai 2024, donc bien après le début des manifestations étudiantes. Selon Yaqeen, manifester serait non seulement islamiquement permis mais obligatoire ; les musulmans se soustrayant à cette obligation tomberaient dans le péché. C'est une conclusion remarquable par son extrémisme adossée au maigre pilier d'une *fatwa* libyenne de 2009, mais

1. Shadee Elmasry, X, 11 janvier 2023.

2. Ismail Royer, *op. cit.*

3. Nerdeen Kiswani (@NerdeenKiswani), X, 3 janvier 2024 [en ligne].

4. Pete Suratos, "Confrontation at UC Berkeley dean's house sparks debate over free speech", nbcbayarea.com, 11 avril 2024 [en ligne].

il importe également de noter que Yaqeen a attendu des mois, peut-être pour s'assurer que les manifestations recevaient un soutien suffisamment étendu, avant de se prononcer en annonçant cette obligation supposée.

Peut-être pour compenser ce retard, Yaqeen s'en est-il ensuite pris¹ aux « porte-parole de gauche », les accusant d'exploiter les accomplissements de factions résistantes islamiques palestiniennes dans le but de promouvoir leur propre agenda, en « insultant donc les martyrs et la résistance ». Il n'en fallait pas plus pour éveiller la colère de Ghada Sasa, militante palestinienne de gauche résidant au Canada, qui a déclaré que Omar Suleiman, fondateur et dirigeant de Yaqeen, était un « fasciste et un vendu² ».

Les musulmans libéraux, de gauche et dits « woke » représentent sans doute la menace la plus dangereuse du point de vue des islamistes. Les ex-musulmans peuvent être problématiques d'un point de vue juridique et moral, mais ils ne représentent pas un véritable défi car, au contraire, ils confirment l'idée que l'on ne peut pas s'engager dans certaines activités ou avoir certaines opinions tout en restant pieux. Shadee Elmasry affirme qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la personne qui a déclaré explicitement qu'elle n'était pas musulmane, car cette personne a pris la « *takfir fatwa* [décision juridique] pour vous de son propre chef³ ».

Les réformistes musulmans, dans la mesure où ils critiquent régulièrement la religion et ont tendance à exprimer leurs idées en termes plus politiques que religieux, sont régulièrement rejetés par les islamistes ainsi que par de nombreux musulmans qui les considèrent comme des étrangers à la communauté. Le fait qu'ils soient manifestement moins intéressés par la discrimination antimusulmane ne fait que renforcer l'impression de nombreux musulmans que l'intérêt de ces personnalités ne coïncide pas avec le leur. Que ces réformistes dénoncent généralement l'islamisme et soutiennent des mesures anti-islamistes les place également en porte-à-faux par rapport à de nombreux musulmans qui se méfient des forces de l'ordre et attribuent cette focalisation sur les musulmans à de l'« islamophobie » plutôt qu'à une préoccupation sincère.

Les islamistes s'inquiètent surtout du fait que des musulmans peuvent simultanément – et sans y voir d'incongruité – craindre Dieu et faire certaines choses que de nombreux juristes considèrent interdites par la loi ; cela peut aller de préférences plus légères comme le port du vernis à ongles, à des questions plus sérieuses comme le refus de voir l'homosexualité comme étant incompatible avec l'islam. La menace ici n'est pas seulement

1. Voir en ligne.

2. Ghada Sasa, X, 10 juillet 2024 [en ligne].

3. The Mad Mamluks, Youtube, 29 juin 2023 [en ligne].

que ces deux aspects soient combinés, mais qu'ils reposent sur une vision du monde selon laquelle les actes de foi, tels que le port ou non du *Mohammed Hijab*, sont un choix qui doit être pris librement et respecté pour cela. Seulement les islamistes considèrent que la religion ne peut devenir une simple question de choix et d'interprétation. Selon eux, une société véritablement islamique se fonde, au contraire, sur le strict respect des obligations religieuses.

D'un point de vue islamiste, ce danger est déjà apparent dans la manière dont les jeunes générations se comportent et dans leur manque de compréhension ou de respect pour des interprétations qui semblaient évidentes il n'y a pas si longtemps. Un imam a récemment été interrogé par de jeunes musulmans sur la manière de rendre les mosquées « LGBTQ-friendly ¹ ». Lors des cours de religion pour adolescents proposés par une organisation historiquement islamiste bien connue et dispensés par des religieux réputés, les élèves ont exprimé leur malaise à l'idée de juger leurs amis parce qu'ils « [appartenaient] à la communauté LGBTQ+ ». Les instructeurs ont également été surpris lorsque des étudiantes se sont demandé pourquoi les femmes ne devraient pas être autorisées à avoir plusieurs maris.

De même, le décès de la reine Élisabeth II a illustré de manière éloquente le manque de connaissances religieuses élémentaires telles que les conçoivent les islamistes. Le Conseil musulman de Grande-Bretagne a été dénoncé par d'autres islamistes pour sa déclaration d'« Hommage à Sa Majesté la Reine Elizabeth II ² ». Des musulmans ont ouvertement pleuré la reine et demandé à Dieu d'avoir pitié d'elle. Pire encore, du point de vue des islamistes, un imam dans une mosquée a chanté « God Save the King » avec des étudiants musulmans et, malgré la pression des islamistes, n'a pas été licencié. Sur X, un musulman s'est dit très inquiet du fait qu'« à ce stade, on ne peut même pas dire "regardez ces soufis" » et a souligné que jusque dans les mosquées deobandies et salafistes des musulmans se sont rendus coupables de pleurer la reine.

Avant cela, la mort de la journaliste palestinienne chrétienne Shireen Abu Akleh avait conduit des musulmans à annoncer qu'ils n'avaient aucun intérêt à aller au paradis si Abu Akleh n'y était pas. Plusieurs religieux et prédicateurs américains ont été choqués de voir des musulmans rejeter aussi ouvertement la doctrine selon laquelle seuls les musulmans peuvent accéder au paradis.

1. Youssef Soussi, Facebook, 11 janvier 2020 [en ligne].

2. Muslim Council of Britain, "Muslim Council of Britain Pays Tribute to Her Majesty Queen Elizabeth II", déclaration du 8 septembre 2022 [en ligne].

Les acteurs religieux sont de plus en plus contraints à choisir leur camp. Dans une déclaration de mai 2023 intitulée « Navigating Differences: Clarifying Sexual and Gender Ethics in Islam », d'éminents imams ont exprimé leurs inquiétudes face à la « pression croissante visant à promouvoir les valeurs LGBTQ auprès des enfants par le biais de la législation et de la réglementation ainsi que leur rejet de « toute tentative d'attribuer à l'islam des positions concernant l'éthique sexuelle et de genre qui vont à l'encontre d'un enseignement islamique bien établi¹ ». Ce document représente un changement prononcé de la part de ces imams, dont plusieurs avaient soigneusement évité de prendre une position ferme sur la question.

Malgré son ton anti-LGBT, la déclaration a été fustigée de part et d'autre. En effet, les réactions contradictoires qu'elle a suscitées illustrent parfaitement l'environnement complexe dans lequel les personnalités religieuses musulmanes doivent elles-mêmes naviguer. Selon Daniel Haqiqatjou, cette déclaration est la dernière itération de la « mafia de la *da'wa* » qui prétend condamner les personnes LGBT tout en « collaborant avec des activistes pro-LGBT, en promouvant des politiciens pro-LGBT, en les présentant lors de leurs conférences islamiques² ». Wajidi a estimé que la signature du document revenait à « reconnaître les pécheurs comme une minorité » et ouvrait « une porte pour que les musulmans nouent une alliance politique avec les pécheurs³ ».

Pendant ce temps, de nombreux musulmans de gauche étaient furieux de cette déclaration pour des raisons radicalement différentes. Zareena Grewal, professeur à Yale, a condamné les signataires pour avoir prétendu que « ce sont les seules interprétations possibles de l'islam ou qu'elles l'ont toujours été⁴ ». Su'ad Abdul Khabeer, professeur associé à l'université du Michigan, est allé plus loin en observant un lien entre la déclaration et « la rhétorique anti-LGBTQ [...] directement liée à la violence des groupes d'autodéfense contre les personnes homosexuelles », déclarant que cela allait « à l'encontre des fondements de la loi islamique⁵ ». Plusieurs commentateurs musulmans ont noté que la colère des libéraux et des progressistes constituait une preuve supplémentaire que les signataires n'avaient pas été clairs quant à la position de l'islam sur les personnes LGBT⁶.

1. Déclaration publique, "Navigating Differences: Clarifying Sexual and Gender Ethics in Islam", 23 mai 2023 [en ligne].

2. Daniel Haqiqatjou, Telegram, 23 mai 2023 [en ligne].

3. Yasir Nadeem al Wajidi (@Mufti_Yasir), X, 24 mai 2023 [en ligne].

4. Zareena Grewal (@ZareenaGrewal), X, 24 mai 2023 [en ligne].

5. Su'ad Abdul Khabeer (@DrSuad), X, 1er juin 2023 [en ligne].

6. Mohammed Azam (@mhdazamli), X, 26 mai 2023 [en ligne].

En effet, si la colère de ces critiques n'était pas surprenante, elle s'accompagnait régulièrement d'une déception sincère, suggérant qu'ils ne s'attendaient pas à ce que ces imams adoptent une telle position. Plutôt que d'y voir l'expression de l'interprétation de l'islam des signataires, aussi conservatrice soit-elle, de nombreux détracteurs y ont vu rien de moins qu'une rupture avec la religion. Observant ces réactions, Siraaj Muhammad a estimé que la déclaration, qu'il décrit comme une victoire historique, avait révélé « de nombreux universitaires, militants politiques et personnalités influentes pour ce qu'ils sont vraiment : des personnes qui s'identifient comme musulmanes, mais qui rejettent largement le Coran, la Sunna, les savants et, dans certains cas, même les prophètes¹ ».

VI. PERSPECTIVES

D'une certaine façon, le 7 octobre a marqué la fin des divisions entre islamistes et progressistes. Non pas que celles-ci aient entièrement cessé : sur les réseaux sociaux, des internautes musulmans continuent tant bien que mal de dénoncer les « imams compatissants » (*compassionate imams*) ou, au contraire, de défendre les alliances avec des mouvements de gauche, notamment dans le contexte de la guerre à Gaza. Cependant, ces divisions n'existent plus sous la forme qu'elles ont prises au cours des dernières années. Les « moteurs » responsables de leur essor s'en sont détournés : Daniel Haqiqatjou passe à présent son temps à analyser le Talmud dans le but d'éclairer les motivations israéliennes, et ses compagnons de route se concentrent également sur la guerre en Palestine. De l'autre côté, l'élue Ilhan Omar, l'activiste Linda Sarsour, les imams célèbres qui, hier, étaient dénoncés pour leur silence sur la question LGBT, et les autres grandes figures des alliances avec la gauche, se dédient entièrement à la défense de la Palestine et ne sont plus obligés de justifier leurs positionnements politiques.

Il est important de rappeler que si les questions idéologiques sont pertinentes et méritent d'être examinées, les différents acteurs ont aussi des ambitions plus prosaïques. En mai 2024, Daniel Haqiqatjou et ses camarades ont invité² leurs partisans à dépenser plusieurs centaines d'euros par personne pour les rejoindre en Turquie dans le cadre d'une série d'ateliers concernant la découverte de soi, le développement intellectuel, ainsi que

1. Siraaj Muhammad, Facebook, 30 mai 2023 [en ligne].

2. Voir en ligne.

le renforcement physique. Cette conférence se distingue d'une autre, plus luxueuse, tenue à Istanbul en juillet et lors de laquelle les participants ayant déboursé plus de trois mille euros ont pu s'améliorer en stratégie et en activisme selon le modèle prophétique en écoutant Yasir Qadhi et Omar Suleiman. Que ce soit d'un côté ou de l'autre, les affaires continuent.

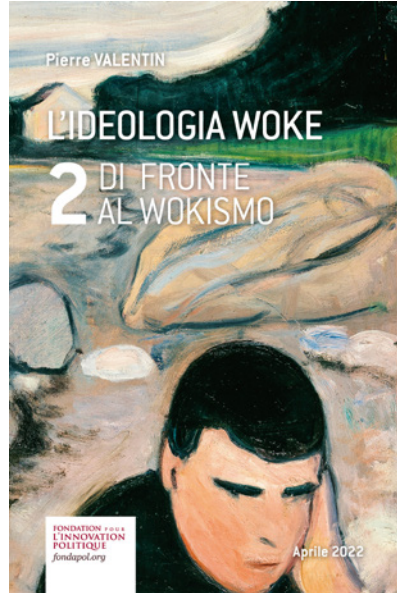
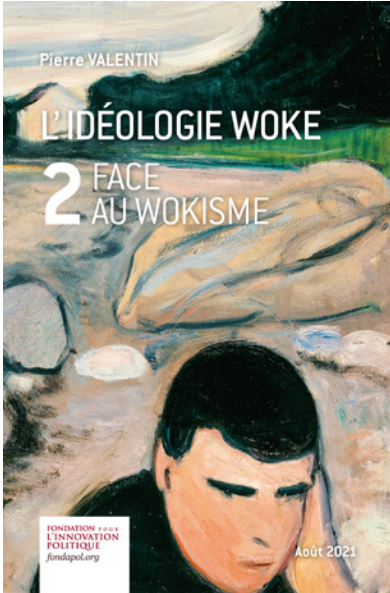
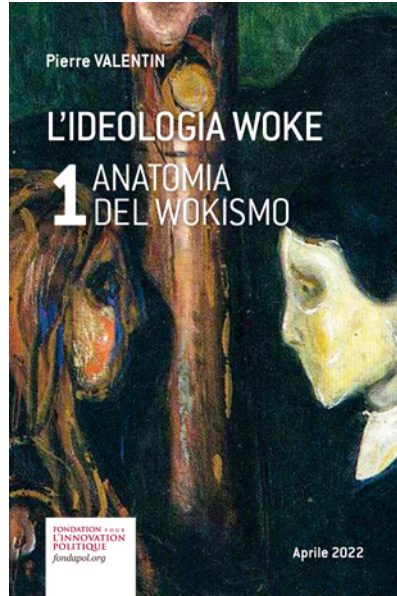
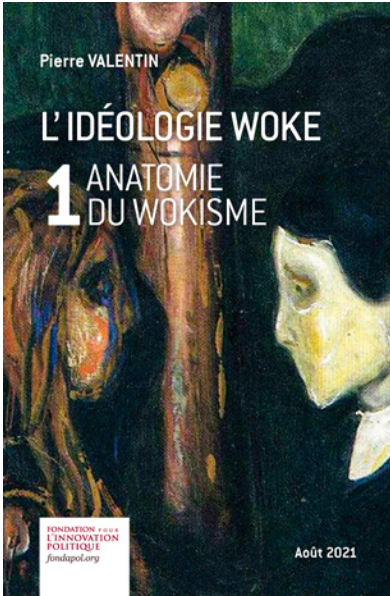
Une chose demeure indéniable : il n'existe pas de communauté musulmane unifiée en Occident. Les populations musulmanes occidentales sont composées d'une pléthore de personnes aux opinions divergentes, régulièrement en désaccord les unes avec les autres. Les décisions prises à l'avenir par les représentants auto-désignés des communautés musulmanes sont aussi susceptibles de refléter des calculs sur les divers avantages qu'elles présentent que des convictions sincères. Les désaccords analysés dans cette note ayant défilé à une vitesse vertigineuse, il faudra certainement du temps avant que l'importance de ces divisions ne soit entièrement comprise. Mais il est déjà possible d'observer qu'elles ont favorisé un débat inédit. Au lieu de la *naseeha* (conseil prodigué en privé) qui régnait avant, les personnalités influentes sont obligées de rendre des comptes. Au lieu d'être tenus éloignés des disputes qui auparavant demeuraient cachées, les musulmans « ordinaires » ont été placés aux premières loges des divergences, ce qui leur a permis de se faire une opinion et de l'exprimer en temps réel. Il s'agit certainement là des effets du développement d'un islam propre aux États-Unis, rendu possible par le premier amendement de la Constitution des États-Unis qui offre une liberté d'expression très étendue et qui contraste avec la culture du silence et des compromis officieux qui prévalaient ces dernières décennies au sein des mouvements islamistes.

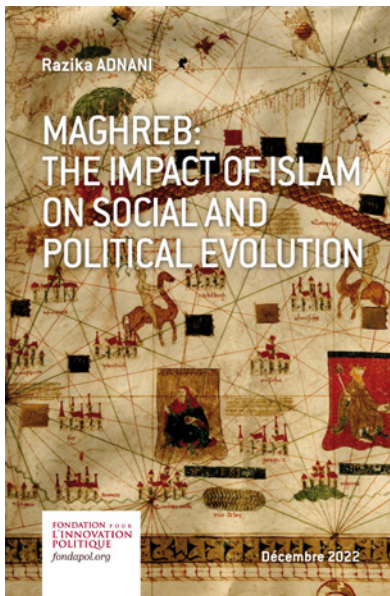
Lorenzo VIDINO

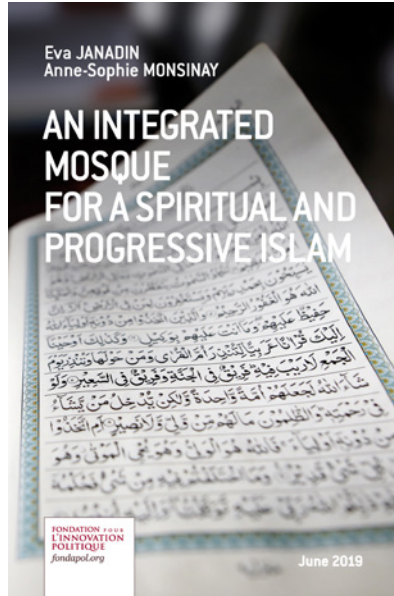
LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ISLAMISME WOKE DANS LE MONDE OCCIDENTAL

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Juin 2022







<p>1 قيم الإسلام</p> <p>التعددية الدينية في الإسلام، أو الوعي بالغيرية</p> <p>إيريك جوفروا جانفي 2015</p>	<p>2 قيم الإسلام</p> <p>القرآن، مفاتيح للقراءة</p> <p>طارق أوبرو أفريل 2015</p>	<p>3 قيم الإسلام</p> <p>الإنسانية والإنسية في الإسلام</p> <p>أحمد بويردان أفريل 2015</p>	
<p>4 قيم الإسلام</p> <p>التصوف: روحانية ومواطنة</p> <p>باريزا الخياري جوان 2015</p>	<p>5 قيم الإسلام</p> <p>الإسلام والميثاق الاجتماعي</p> <p>فيليب موليني أوت 2015</p>	<p>6 قيم الإسلام</p> <p>الإسلام وقيم الجمهورية</p> <p>سعد الخياري جوان 2015</p>	<p>7 قيم الإسلام</p> <p>التربية في الإسلام</p> <p>مصطفى الشريف أكتوبر 2015</p>
<p>8 قيم الإسلام</p> <p>النساء والإسلام، رؤية إصلاحية</p> <p>أسماء المرابط أكتوبر 2015</p>	<p>9 قيم الإسلام</p> <p>الإسلام والديمقراطية: الأنس</p> <p>أحمد الريسوني نوفمبر 2015</p>	<p>10 قيم الإسلام</p> <p>الإسلام والديمقراطية في مواجهة الحداثة</p> <p>محمد بدّي ابنو ديسمبر 2015</p>	<p>11 قيم الإسلام</p> <p>الشيعة والسنة: سلام مستحيل؟</p> <p>ماتيو تيزيه جانفي 2016</p>



NOS PUBLICATIONS

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2024, 92 pages

L'opinion européenne en 2023

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, juillet 2024, 284 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, avril 2024, 39 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :

l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Innovation politique 2022 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 252 pages

Innovation politique 2022 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2023, 310 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loïse Lyonnet et Pierre Poinignon, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)**Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?**

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)**Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975**

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

Immigration : comment font les États européens

Fondation pour l'innovation politique, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2023, 57 pages

L'opinion européenne 2020-2022

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

Innovation politique 2021 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 340 pages

Innovation politique 2021 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2022, 440 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)

Les questions à long terme

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)

État des lieux et perspectives à court-moyen terme

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)

La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)

L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)

Les solutions pour maîtriser le risque effectif

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)

Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)**Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.**Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

Protestation électorale en 2021 ?**Données issues du 1^{er} tour des élections régionales**

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élixa Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)**Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandembroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)**Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)**Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)**Politique de concurrence et industrie européenne**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)**Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)**Comprendre le retour de l'institution religieuse**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)**Récuser le déni**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan**Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang**

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

L'opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dettes publiques : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :**l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 41 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 43 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 30 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans) ; au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

L'INÉVITABLE CONFLIT ENTRE ISLAMISME ET PROGRESSISME AUX ÉTATS-UNIS

Par Martha LEE

Dans le contexte tumultueux et incertain de l'après 11-septembre, les musulmans américains se sont rapprochés du Parti démocrate, dans le but de se protéger des politiques antimusulmanes du Parti républicain qui ont marqué la communauté dans les années 2000. Depuis, il semblait aller de soi que des organisations islamistes ainsi que des figures connues de la communauté musulmane appellent à voter pour les Démocrates et invitent des élus du parti à s'exprimer dans les mosquées. L'âge d'or de cette alliance est révolu : des islamistes et des musulmans conservateurs, inquiets de voir la jeune génération confondre islam et progressisme, ont fait voler en éclats ce consensus, ce dont témoigne l'évolution du vote musulman lors de l'élection présidentielle de 2024.

Pour les courants conservateurs et islamistes, la situation actuelle n'est rien de moins qu'un combat pour sauver la foi des jeunes musulmans américains qui, aveuglés par leur engagement politique, s'éloigneraient des piliers de leur religion sans même s'en rendre compte. Si le conflit entre les interprétations plus conservatrices de l'islam et les idéaux progressistes n'est pas propre aux États-Unis, le premier amendement favorise l'expression de ces débats, à la vue de tous, en particulier sur les réseaux sociaux.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol



978 2 36408 334 9

ISBN : 978-2-36408-334-9

5 €